

L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi 30 avril
dimanche 2 mai 1976

No 481

2 F

BP 61
75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72
La Source
Commission paritaire
No 47 291

INTERVIEW DE JACQUES JURQUET

Directeur politique
de l'Humanité rouge

(P.3)

1er Mai 1976

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !

Pour un 1er Mai anticapitaliste et antirévissionniste

Cette année dans notre pays, de nombreux faits sont là pour montrer que le 1er Mai ne sera pas tout à fait comme les précédents : qu'il revêtira une grande importance pour l'avenir du développement des luttes immédiates et des luttes révolutionnaires de masse.

Ce 1er Mai se déroulera à un moment où les masses populaires sont entrées en révolte contre la politique de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers.

Depuis le début de l'année quatre grands mouvements populaires sont nés et se développent impétueusement :

Le mouvement ouvrier avec des centaines de grèves, l'occupation de 200 usines, l'emploi de méthodes d'action qui rejettent toujours plus la collaboration de classe des révisionnistes du PCF et des réformistes, pour appliquer dans les faits la tactique « classe contre classe » dans les luttes revendicatives immédiates.

Le mouvement spécifique de nos frères, travailleurs immigrés pour l'égalité de leurs droits avec les travailleurs français, dont le combat, notamment celui des résidents de foyers Sonacotra contribue à l'unité de toute la classe ouvrière de France ; unité contre le pouvoir exploiteur et répressif et ses complices révisionnistes racistes et chauvins.

Le mouvement paysan qui il y a quelques temps a su oser répondre massivement à la violence de l'Etat capitaliste par la violence armée, que ce soit en Corse, dans le Midi viticole, ainsi que dans d'autres régions.

Le mouvement étudiant qui refuse cet avenir de chômeurs ou de cadres au service de la bourgeoisie que lui offre de façon encore plus marquée la perspective de la nouvelle réforme du second cycle contre laquelle ils ont engagé la lutte depuis plusieurs mois.

Quatre mouvements qui grandissent, avec leurs succès comme leurs échecs temporaires ; quatre mouvements qui osent affronter les classes exploiteuses rongées par la crise multiforme du régime capitaliste.

Renforcer ces quatre grands mouvements, travailler à leur convergence contre l'ennemi commun est sur le plan intérieur la première tâche des communistes authentiques et des révolutionnaires prolétariens dans la situation actuelle.

Face à cet essor des luttes de classe dans notre pays, la bourgeoisie capitaliste entend le briser de l'extérieur par la force de ses bandes armées, tandis que de l'intérieur ses fidèles serviteurs déploient toutes leurs énergies pour le récupérer dans le but de faire aboutir leur projet de Programme commun de gestion capitaliste.

Ainsi depuis plusieurs mois le régime «libéral» de Giscard fait-il expulser les grévistes, arrêter et expulser les travailleurs immigrés, mitrailler les paysans et matraquer les étudiants. Depuis septembre, les embastillés ne se comptent plus, comme ces militants communistes de Lorient récemment inculpés de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

Riposter à la répression, s'opposer aux atteintes aux droits et aux libertés démocratiques tout limités et restreints qu'ils soient dans ce régime : s'y opposer et riposter par les moyens appropriés, mais surtout en s'appuyant sur les luttes révolutionnaires de masse, telle est également une des tâches importantes de l'heure.

Seulement, aujourd'hui comme hier, si l'on veut contribuer au succès de ces mouvements, il est impossible de se limiter à cela, il faut oser affronter et en définitive chasser les ennemis, notamment les agents révisionnistes du PCF, infiltrés à la ville et à la campagne, dans les usines, les foyers ou les universités.

L'expérience historique de la classe ouvrière lui a appris que, vis-à-vis des traités, il importe de ne pas les considérer comme des «mouss» mais du bon côté ni de s'imaginer qu'il faut faire pression sur eux pour qu'ils «soutiennent» mieux. Le prétendu soutien qu'ils apportent lorsqu'ils sont débordés n'est qu'un moyen pour eux de se remettre en selle : leur objectif fondamental étant de soumettre le mouvement de masse à leurs objectifs bourgeois ou de le poignarder dans le dos.

C'est ainsi que les révisionnistes du PCF se sont ingéniés à jeter la confusion, à semer la division, à décourager les travailleurs dans toutes les grandes luttes récentes : à la SNCF, à Paris-Rhône, à Griffet, dans les foyers Sonacotra, dans le Midi viticole, ou dans l'ensemble des universités et lycées en grève. Ils sont prêts à tout pour empêcher l'essor du mouvement révolutionnaire des masses. Ils collaborent d'ores et déjà avec la police pour dénoncer les militants marxistes-léninistes. Leur objectif unique étant de défendre le régime de dictature de la bourgeoisie, de se couler dans les fauteuils du gouvernement avec l'appui de la superpuissance la plus dangereuse en Europe, le social-impérialisme russe.

Le faux parti communiste et véritable parti de la bourgeoisie est un parti qu'il faut combattre pied à pied, tant sur les plans idéologiques et politiques que sur le plan pratique là où il s'infiltré et tente de prendre la direction des mouvements de masse.

Ce 1er Mai 1976, se déroulera alors que la situation tant en France que dans le monde est excellente du point de vue de la révolution : cela que la guerre que préparent les deux superpuissances provoque la révolution, ou que la révolution précède de la guerre entre elles, l'avenir du monde appartient en définitive aux prolétaires et aux peuples révolutionnaires, l'avenir de notre peuple sera inéluctablement dans l'instauration par lui de la dictature du prolétariat et du socialisme.



Préparons activement la Journée nationale d'action du 8 mai contre la répression

Face à la montée du mouvement de masse, la bourgeoisie capitaliste a déclenché la répression contre «tout ce qui bouge». Ainsi se mettent en place les mesures fascistes prises par Poniatowski qui, sous prétexte de lutter

Et ce sont précisément ces mesures qui viennent d'être utilisées contre les militants marxistes-léninistes à Lorient, inculpés pour «reconstitution de liège dissoute» à savoir le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

QUE S'EST-IL PASSE A LORIENT ?

Mardi 6 avril : des policiers contrôlent Romain Le Gal, ouvrier municipal et deux de ses camarades. Ils fouillent leur véhicule, sans résultat. Sans aucune preuve ils établissent une procédure de flagrant délit et affirment qu'ils sont les auteurs de collage d'affiches de l'Humanité rouge et d'inscriptions à la peinture du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Lundi, 6 h : Romain Le Gal, Jean David, infirmier, Jacques Le Forestier, étudiant, sont dirigés sur Paris et inculpés par Gallut, juge d'instruction à la cour de sûreté de l'Etat.

Aujourd'hui : Romain Le Gal reste en détention préventive à Fresnes.

Jean David et Jacques Le Forestier restent inculpés mais sont en liberté assortie

contre le banditisme servent en premier lieu à réprimer les travailleurs en lutte, les militants marxistes-léninistes et les syndicalistes qui se placent sur de justes positions de classe.

Et ce sont précisément ces mesures qui viennent d'être utilisées contre les militants marxistes-léninistes à Lorient, inculpés pour «reconstitution de liège dissoute» à savoir le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF).

MOBILISATION DES SECTIONS SYNDICALES

Les militants marxistes-léninistes inculpés sont également des militants syndicalistes qui ont l'estime de leurs camarades de travail. Des témoignages de soutien très chaleureux ont déjà été apportés à Romain Le Gal (UL-CFDT de Lorient, UD-CFDT du Morbihan...), ce qui doit se développer à cet

un large mouvement de masse, notamment dans les syndicats, pour exiger :

— la libération immédiate de Romain Le Gal ;

— la levée de toutes les inculpations ;

— la suppression de la cour de sûreté de l'Etat, tribunal d'exception, créé au moment de la fin de la guerre d'Algérie pour lutter contre les assassins de FOAS ;

— la libération de tous les prisonniers politiques ; ouvriers et paysans, étudiants, Corses, Bretons... ;

— l'arrêt des inacceptables mesures de répression et d'expulsion à l'égard des travailleurs immigrés (foyers Sonacotra à Paris, travailleurs pakistanais...).

La répression se développe contre toute la classe ouvrière :

— des cheminots, des ouvriers des Câbles de Lyon... ;

Aujourd'hui, on apprend que 22 grévistes de la sucrerie Beghin-Say (dans le Pas-de-Calais) sont assignés en justice par la direction de l'entreprise, à la suite d'une occupation de l'usine «avec femmes et enfants».

A l'usine Bourgogne-Electronique de Dijon (CGE), 23 ouvriers (dont 5 délégués CFDT et deux CGT) font l'objet d'une procédure de licenciement pour avoir séquestré six membres de la direction lors de la dernière grève.

En Corse, la cour d'appel de Bastia a aggravé, mercredi, les peines que le tribunal de

Grande Instance d'Ajaccio, avait infligées, le 24 décembre dernier, à quatre étudiants inculpés de «dégradations à un monument d'utilité publique», suite à une manifestation.

UNE RIPOSTE DE MASSE

A cette répression des masses en lutte doit s'opposer à une puissante riposte de masse. C'est pourquoi elle doit prendre une ample nationale et c'est pourquoi nous appelons la classe ouvrière et les masses populaires à faire une JOURNÉE NATIONALE D'ACTION CONTRE LA REPRESSION du 8 mai prochain. Il est nécessaire que dans les syndicats, et partout où se trouvent les travailleurs, une campagne d'explication et de mobilisation soit menée : contre la répression de la bourgeoisie et ceux qui la soutiennent à savoir les dirigeants du faux Parti communiste français.

Amis et camarades, tous ensemble et en même temps : à l'offensive contre la répression et la violence de classe de la bourgeoisie capitaliste ! Imposons la libération de tous les emprisonnés politiques ! Préparons activement la journée nationale d'action du 8 mai 1976 !

Une délégation de l'OLP en République populaire de Chine

Une délégation de l'Organisation de libération de la Palestine, dirigée par le chef de son département politique, Farouk Kaddoum, est arrivé mardi soir à Pékin pour une visite officielle de cinq jours.

La délégation a été accueillie à son arrivée par le camarade Ho Ying, vice premier ministre des Affaires étrangères, des représentants du mi-

nistère chinois de la Défense, les diplomates des pays arabes représentés à Pékin et le chef du Bureau d'information de l'OLP qui fonctionne à Pékin depuis 1965.

Cette visite témoigne de la chaleur des liens qui unissent la République populaire de Chine et la Résistance palestinienne représentée par son porte-parole unique, l'OLP.

RASSEMBLEMENTS
POPULAIRES
dimanche 2 mai à Marseille et à Clichy avec les Griffet et les Câbles de Lyon.
(articles en page 3)

ALGERIE

une ouvrière de la révolution

L'Algérie nouvelle continue d'aller de l'avant, remportant de belles victoires dans la révolution anti-impérialiste et démocratique, qui réjouissent tous ses amis de par le monde.

Est-ce à dire que le peuple algérien ignore la lutte de classe ? Evidemment, non ! bien au contraire !

La lettre d'une infirmière de Laghouat adressée au président Boumedienne, dont nous reproduisons ci-dessous d'importants extraits, en témoigne avec vigueur, dénonçant les pratiques des bureaucrates bourgeois opposés à la marche révolutionnaire du peuple algérien.

Monsieur le président, Vous avez évoqué un engagement lucide et sans faille de la part du travailleur, de l'ouvrier, du paysan. Lors de votre dernier discours vous avez parlé de ces ennemis du dedans, de cette réaction qui essaie de saboter notre Révolution agraire...

un véhicule pour accompagner à l'hôpital des enfants malades ? Est-ce la raison de service qui veut que l'infirmière accompagne à pied des enfants avec 39 degrés de fièvre ? Après tout, pour certains, « ce ne sont que des nomades ».

Notre peuple n'a pas besoin de médailles

Est-ce la raison de service qui veut qu'on fasse des économies en privant ces petits enfants, ces hommes de l'avenir, en les privant très souvent pour construire des blocs sanitaires, des préaux qui ne servent à rien, afin de rendre plus concrètes les réalisations et recevoir des félicitations ?

Est-ce la raison de service qui veut que dans notre pays on « vide » un établissement où l'infirmière remplace la mère, où l'infirmière est d'une nécessité absolue dans la vie affective de ces enfants déshérités ? Est-ce la raison de service qui veut qu'un chef d'établissement construite des doubles cours, des cliapiers et des poulaillers avec le bien de l'Etat alors que le budget fait défaut quand il s'agit d'acheter le matériel de soins nécessaire à une infirmière pour accomplir sa tâche dans de meilleures conditions ?

Notre peuple n'a pas besoin de médailles pour vivre, notre peuple a surtout besoin de responsables lucides. Je n'ai pas besoin de l'appartement grand standing qu'on m'impose dans l'établissement qui doit m'accueillir : mon petit logement et ma présence concrète me suffisent largement pour accomplir ma tâche, une tâche noble, une tâche qui épouse mes opinions politiques.

M. le directeur de la formation, de la culture et de la jeunesse pousse la chose plus loin encore : à l'issue d'une demande d'audience, il m'a déclaré ceci : « Si vous avez du piston, utilisez-le ! Vous n'êtes qu'une simple chaabia et vous ne pouvez rien contre la force. Je peux faire de vous ce que je veux... »

faire le parterre de son bureau ? Et pourquoi ne pas aller lui faire ses commissions dans ce cas-là ?

Ces responsables qui confondent administration et bien personnel

Non ! Je suis une fille du peuple et j'entends le rester. Mon opinion politique est la même que celle des masses laborieuses et cette lettre est mon arme. Je suis une fille du peuple et je n'ai pas peur des décisions de ce responsable qui confond administration et bien personnel.

Je mets en garde ces individus, ces responsables, ces saboteurs de la Révolution agraire car ceux qui touchent à des enfants nomades touchent à la troisième phase de la Révolution agraire et deviennent automatiquement des réactionnaires.

Nous ne voulons plus de cette terreur administrative, de ces fonctionnaires incompetents, rétrogrades, qui font de la bureaucratie un paravent pour camoufler des opinions politiques évidentes, car rien n'échappe à la vigilance d'un peuple.

Monsieur le président, si j'ai voulu vous écrire une lettre, c'est pour mieux montrer aux réactionnaires de tout bord que le peuple a son mot à dire, que c'est le peuple à choisir son destin vers une éducation socialiste, vers une bataille de la production, vers une justice sociale.

Je vous prie, Monsieur le président, de trouver dans cette lettre le soutien d'une femme prolétaire, d'une mère de famille, d'une ouvrière de la Révolution.

ROLAND AGRET CONTINUE LA GREVE DE LA FAIM

Après les déclarations de Lecanuet, ministre de la Justice indiquant la révision du procès et non la suspension immédiate de la peine, Roland Agret a décidé de continuer la grève de la faim, malgré les risques mortels qu'il encourt.

Expliquant à son défenseur la raison de cette attitude, Roland Agret a dit que la décision de Lecanuet lui était apparue comme une supercherie.

Roland Agret a rappelé qu'il avait accepté de prendre des médicaments pour « être lucide au moment où la décision le concernant serait rendue par le garde des sceaux et pouvoir dénoncer en toute conscience » ce qu'il a qualifié de « lecanuqueries ».

Après avoir indiqué que les avocats de Roland Agret lançaient « un appel solennel à l'opinion publique pour obtenir une suspension immédiate de la peine, Me Marie-Christine Etelin, son avocat, a précisé qu'une demande de mise en liberté provisoire avait été déposée mercredi matin, auprès de la chambre criminelle de la cour de cassation.

Contre la bourgeoisie et les révisionnistes Pour le socialisme et la dictature du prolétariat Indépendance pour les colonies et les pays et peuples opprimés par l'impérialisme et le social-impérialisme Contre la répression

LA PAROLE A LA CLASSE OUVRIERE Participations au rassemblement ouvrier et paysan de Marseille le 30 avril au St-Georges

- Un stand des ouvriers agricoles du Vaucluse en lutte. - Un stand des petits paysans qui unissent leur combat à celui des ouvriers pour abattre le capitalisme. - Une série de 15 panneaux de l'ASTI d'Avignon dénonçant les conditions scandaleuses des ouvriers immigrés et le racisme qui divise les travailleurs.

1er MAI A VANNES Les communistes marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge » du Morbihan organisent, à l'occasion du 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs, un meeting départemental. Ce meeting se tiendra le samedi 1er mai, à partir de 9 h 30 salle des Lices, au centre ville de Vannes.

Après l'arrestation de Marxist-Léninistes pour reconstitution du PCMLF DES ASSEMBLEES DE TRAVAILLEURS VOTENT DES MOTIONS DE SOUTIEN

L'indignation devant la répression déclenchée tous azimuts par le gouvernement ne cesse de se développer. Dans le cadre de la campagne contre l'arrestation et l'inculpation de marxistes-léninistes accusés de reconstitution du PCMLF, de nombreuses assemblées de travailleurs se sont d'ores et déjà réunies pour dénoncer la politique réactionnaire de la bourgeoisie. Nous publions ici le texte d'une motion votée à St-Nazaire par une assemblée générale de la FEN (Fédération de l'Education nationale) et également par une assemblée générale d'enseignants FEN, SCEN-CFDT, CGT et non syndiqués de St-Nazaire :

Samedi 10, 3 militants marxistes-léninistes de Lorient sont déferés devant la cour de sûreté de l'Etat et inculpés de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Les enseignants de St-Nazaire, réunis en AG de la FEN le jeudi 15 avril, s'indignent des perquisitions et des arrestations de militants politiques opérées la semaine dernière à Lorient ;

dénoncent l'utilisation à des fins de répression politique des nouvelles lois fascistes introduites à la faveur de la vaste campagne contre la délinquance (dont le système capitaliste est d'ailleurs l'unique responsable) ; rappellent que 4 militants bretons, corsés, basques, un viticulteur sont détenus dans les prisons françaises pour des raisons politiques et syndicales ; exigent la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques.

1er Mai Une attitude regrettable

Nous ne pouvons que regretter la position du PCR (ml) lors de la dernière rencontre que nous avons eu et où il déclarait ne pas souhaiter voir diffuser l'organe central clandestin du PCMLF (L'Humanité nouvelle) dans le cadre du cortège organisé par les marxistes-léninistes le 1er mai. C'est une facheuse position à un moment où le pouvoir emprisonne et inculpe des militants pour reconstitution du PCMLF. Quant à nous, nous garantissons à d'éventuels diffuseurs de ce parti clandestin la possibilité d'accomplir leur tâche en toute sécurité.

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS D'A.F. D'ICI LE 30 JUIN

Nos lecteurs se souviennent que le 1er décembre dernier nous avons lancé une souscription en vue de recevoir 25 millions d'anciens francs avant le 15 janvier 1976. En fait, avec un mois de retard sur l'objectif fixé, cette campagne financière a rapporté près de 28 millions.

Mais cela ne peut suffire pour que nous fassions face à nos obligations au cours du second semestre de 1976. Si nous voulons gagner la bataille politique de l'Humanité rouge quotidienne, il est indispensable que nous disposions de ressources nouvelles au moins égales à 25 millions d'anciens francs d'ici le 30 juin prochain.

Les deux souscriptions que nous aurons ainsi soutenues pendant une année ont pour but de remplacer l'ancienne souscription permanente qui, à l'époque où nous étions encore hebdomadaire, nous rapportait environ 40 millions par une période identique.

En avant pour 25 millions d'anciens francs d'ici le 30 juin 1976 ! La bataille politique de l'Humanité rouge quotidien sera gagnée une fois encore ! Suzanne MARTY

Comment souscrire ?

Les sommes souscrites peuvent être versées sous toutes formes possible, mais notre préférence va au versement souscrit à notre compte-chèque postal : L'Humanité-rouge - CCP 30 226 72 La Source. Cela dit, soyez assurés, camarades et amis lecteurs que nous ne refuserons aucun versement bancaire, ou par mandat-postal ou en timbre-poste, etc...

Brest Poursuite de l'action chez Ericsson

Suite à l'action engagée par les monteuses et dispatteurs, et au blocage des camions (cf. HR 477), l'assemblée générale du personnel (60 à 70 % des travailleurs de production) définit 2 mots d'ordre : « Pas de salaires inférieurs à 2 000 F », « La révision totale des classifications ».

Un mode d'action était choisi également : assemblée générale tous les jours pour rediscuter de la lutte et définir les formes de lutte. Si au départ les dirigeants PCF de la CGT ont accepté cette démocratie, parce que le personnel était combatif, déjà dès jeudi, ils se sentent débordés par la base (comme le disait Lagadec, le porte-parole révisionniste de l'usine jeudi midi), ils cherchaient à démobiler et diviser les travailleurs par : organisation de réunions secteur par secteur avec la direction, s'apant ainsi l'unité d'action. Discours démobilisateurs sur la journée départementale pour l'emploi organisée par la CGT, CFDT, FEN, au lieu de laisser discuter, approfondir et décider les modes d'action et de lutte.

La CFDT, bien qu'ayant des positions plus claires, combatives, de classe, se « laissait avoir » jeudi et ne réagissait pas comme elle aurait dû le faire. Si bien qu'à la dernière AG, 50 travailleurs en moins étaient présents. Aussi à cette AG de vendredi a-t-il été insisté fortement sur la nécessaire unité du plus grand nombre, d'autant plus que la direction agit la menace du chômage technique.

la France des luttes

Cables de Lyon (Clichy) Non au licenciement de Daddamoh et Bouhadite

La « justice » des patrons et du pouvoir capitaliste bat son plein. Tout d'abord ce fut Jean-Louis Raboutet - secrétaire de la section syndicale CGT des Câbles - qui passait en jugement. Le 13 avril c'était le tour de 2 délégués CGT, Daddemeh et Bouhadite. Et mercredi 28 avril ces deux camarades ont reçu leur lettre de licenciement, tandis que le licenciement de Raboutet est refusé par l'inspecteur du travail. Toutefois, il n'est pas exclu que Jean-Louis soit inculpé de nouveau. En somme le sale

boulot se ferait en 2 étapes. La bourgeoisie par cette manœuvre de division escompte pouvoir licencier plus facilement Daddamoh et Bouhadite, parce qu'ils sont immigrés, et pense que la mobilisation pour leur défense sera moindre. Les travailleurs des Câbles sont prêts à prouver que la solidarité sera aussi grande. Ils ont besoin du soutien de tous et en premier lieu des travailleurs du même trust : la CGE. Il faut que le gala de dimanche soit un grand succès.

Gala de solidarité Dimanche 2 mai

Communiqué de la section syndicale CGT Câbles de Lyon - Clichy «A»

Dix mois après notre grève de 52 jours, la direction de Clichy «A» veut se venger, veut décapiter la section syndicale CGT en éliminant 3 militants actifs, délégués de

notre syndicat. Décapiter la section syndicale c'était pour la direction se donner les moyens de faire passer le plan de restructuration que la Compagnie gé-

Rencontre ouvriers-employés en lutte à Montpellier (Griffet-Lip)

Au rassemblement de Montpellier, samedi 24 avril, organisé par les employés du foyer «Lou Cantou», en grève depuis un an contre les licenciements auxquels voulaient procéder leurs patrons «de gauche», une déclaration commune a été faite par les délégations présentes. En voici le contenu :

L'intersyndicale de Griffet, CFDT Lip, CFDT centre psychopathe Thuis, CFDT de l'IES (Marseille), CFDT éducateurs de l'Association d'aide aux gitans de Caracassonne, les travailleurs sociaux et sanitaires en formation de Montpellier, CFDT du centre anticancéreux Paul Lamarque, section CFDT du foyer «Lou Cantou», CFDT du Génie civil de Lens (Montpellier), CFDT éducateurs du mas Cavailhac, déclarent :

- 1) leur identité de vue sur la nécessité de lutter contre tout licenciement quel qu'il soit, contre la répression et les atteintes aux droits syndicaux. 2) soulignent l'aspect positif de telles rencontres qui permettent un riche échange d'expériences en même temps qu'elles développent et renforcent l'indispensable unité à la base, afin de satisfaire les légitimes revendications des travailleurs. 3) s'engagent à se soutenir mutuellement dans leurs luttes ainsi que celles de tous les travailleurs, et concrètement, appellent tous les travailleurs à participer les 1er et 2 mai à la grande fête populaire organisée par les Griffet à Marseille.

Les participants le 24/4/76.

rale d'électricité, principale actionnaire (99 %) veut appliquer aux Câbles.

PREMIERE VICTOIRE

Nous avons réagi et nous avons remporté une première victoire parce que nous avons été à l'offensive, parce que nous avons uni tout ce qui pouvait être uni sur nos justes mots d'ordre :

dés l'annonce du licenciement du secrétaire du syndicat, manifestation de notre colère dans le hall de la direction - grève de 24 heures - manifestation au tribunal de Clichy et au tribunal de Nanterre où nos camarades étaient entraînés - manifestation avec les étudiants en grève - constitution d'un comité de soutien où travailleurs et pro-

gressistes ont multiplié nos tracts, nos affiches, nos mots d'ordre - envoi de motions de sections syndicales, de syndicats, d'unions syndicales CGT et CFDT - motions, télégrammes de protestation d'organisations de médecins, d'artistes, de professeurs, d'instituteurs, etc. - et cela en 2 semaines.

NOUS GARDERONS L'OFFENSIVE

Gagner une victoire ce n'est pas gagner la guerre. Les travailleurs des Câbles, forts de l'unité exprimée lors des dernières élections professionnelles (86 % des suffrages exprimés se sont portés sur la liste présentée par notre section syndicale CGT), garderont l'offensive et suivront la même voie.

Tournon St Martin (Indre) DEBRAYAGE A L'ATELIER BERCHER

Après l'insuccès de l'entrevue entre la CGT et la direction le matin, le vendredi 23 avril, à l'appel de sa jeune section CGT, le personnel féminin de chez Bercher (atelier de confection) a débrayé de 12 h 30 à 15 h 30. Il exige : - 8 % d'augmentation sur les salaires ; le paiement et la non-récupération des ponts du 25 mai, 11 novembre et 24 décembre afin de compenser les jours fériés tombant un samedi ou un dimanche ; - une prime de vacances de 500 F ; une prime de fin d'année de 500 F.

Réponses de la direction : refus catégorique de l'augmentation de 8 % ; accord probable pour le pont du 11 novembre et une demi-journée pour Noël ; garantie de la prime de vacances au moins égale à 250 F ; prime de fin d'année incertaine.

Commentaires : Ce débrayage a été faiblement suivi (47 personnes sur 170), ce qui s'explique par : - la mobilisation insuffisante (pas de commission exécutive syndicale avant le débrayage et absence d'assemblée générale du personnel) ;

RECTIFICATIF

Quelques rectificatifs à propos de l'article de Nantes sur le meeting de soutien Paysans-travailleurs aux petits viticulteurs du Midi : - Le message de l'Humanité-Rouge de Nantes (paru dans HR) n'a pas été lu mais seulement remis aux organisateurs Paysans-travailleurs et viticulteurs. - Sur le nombre, estimation un peu faible. Ce n'est pas 200 mais environ 300 personnes.

- l'inexpérience des militantes et militants syndicaux combattifs et sincères ; - une main-d'œuvre dépourvue de traditions de lutte anticapitaliste car c'est le premier débrayage dans cette usine implantée depuis une quinzaine d'années.

Cette action, exceptionnelle dans cette usine, souligne la profondeur de la crise du système capitaliste et mérite d'être soulignée. Le temps de l'exploitation tranquille pour Bercher semble bien sur le point de se terminer. 2 ouvrières de l'usine avec l'aide d'un militant HR.

Brest

Poursuite de l'action chez Ericsson

Suite à l'action engagée par les monteuses et dispatteurs, et au blocage des camions (cf. HR 477), l'assemblée générale du personnel (60 à 70 % des travailleurs de production) définit 2 mots d'ordre : « Pas de salaires inférieurs à 2 000 F », « La révision totale des classifications ».

Un mode d'action était choisi également : assemblée générale tous les jours pour rediscuter de la lutte et définir les formes de lutte. Si au départ les dirigeants PCF de la CGT ont accepté cette démocratie, parce que le personnel était combatif, déjà dès jeudi, ils se sentent débordés par la base (comme le disait Lagadec, le porte-parole révisionniste de l'usine jeudi midi), ils cherchaient à démobiler et diviser les travailleurs par : organisation de

réunions secteur par secteur avec la direction, s'apant ainsi l'unité d'action. Discours démobilisateurs sur la journée départementale pour l'emploi organisée par la CGT, CFDT, FEN, au lieu de laisser discuter, approfondir et décider les modes d'action et de lutte.

La CFDT, bien qu'ayant des positions plus claires, combatives, de classe, se « laissait avoir » jeudi et ne réagissait pas comme elle aurait dû le faire. Si bien qu'à la dernière AG, 50 travailleurs en moins étaient présents. Aussi à cette AG de vendredi a-t-il été insisté fortement sur la nécessaire unité du plus grand nombre, d'autant plus que la direction agit la menace du chômage technique.

L'assemblée générale a décidé d'appeler à une nouvel-

le assemblée du personnel lundi après-midi. Le matin une réunion extraordinaire du comité d'entreprise doit se tenir sur la situation de l'emploi dans l'usine (chômage technique, lock-out...)

Déjà beaucoup sont décidés à ne pas se laisser intimider et pensent à une occupation totale. « Nous prendrons les moyens de gagner » disent-ils.

Les marxistes-léninistes de l'usine combattent auprès de la masse des ouvriers pour que soient déjouées les manœuvres de la direction et celles du PCF, pour que la lutte se mène sur des bases de classe et de masse, seules conditions pour la victoire.

Les communistes marxistes-léninistes de l'usine.

MAISON DU PEUPLE 2 MAI à la MAISON DU PEUPLE de CLICHY - Avenue du Général Leclerc - bus 758 ou 74 arrêt: Victor Hugo ou Leclerc - bus 758, 22, 86 ou 759, 24, 25 poste 21, 22 ou 23, 69 Pour tous contacts - tel. 753.22.86 ou 759.24.25

VIVE LE 1er MAI 1976!

GRANDE JOURNEE DE LUTTE DE CLASSE ET DE MASSE

INTERVIEW DE JACQUES JURQUET directeur politique de l'Humanité rouge

- 1 - BILAN DE L'HUMANITE ROUGE.
- 2 - BILAN DU PROCESSUS D'UNIFICATION DES MARXISTES-LÉNINISTES.
- 3 - L'ESSOR EN COURS DES LUTTES DE MASSES.
- 4 - UN PREMIER MAI DE CLASSE ET DE MASSE.

Voici plus de sept années que paraît «l'Humanité rouge». Peux-tu dresser un rapide bilan du rôle joué pendant cette période par notre journal ?

Pour bien apprécier le rôle de notre quotidien, il convient de préciser les conditions historiques et politiques de sa naissance.

Comblant les vœux de la bourgeoisie révisionniste qui venait de l'aider à repousser l'offensive ouvrière et révolutionnaire du printemps 68, la bourgeoisie au pouvoir a interdit le Parti communiste marxiste-léniniste de France, le PCMLF, le 12 juin 1968. Le recours introduit contre cette mesure devant le conseil d'Etat fut rejeté sous le prétexte totalement faux que «le PCMLF constituait une ligue armée».

L'hypocrisie et le cynisme du pouvoir confirmait ainsi ces justes paroles de Mao Tsé-toung : «Certains pays capitalistes tolèrent l'existence légale des partis communistes, mais seulement dans la mesure où cela ne lèse pas les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie».

Le PCMLF avait une juste appréciation de la situation de l'époque, il savait que la révolution ne s'improvise pas, mais exige une longue et sérieuse préparation, il faisait sien le mot d'ordre de François Marty : «Ni révisionnisme, ni gauchisme, une seule voie : le marxisme-léninisme!». Il n'avait jugé à aucun instant le moment venu d'appeler à l'armement de la classe ouvrière et des masses populaires et ne possédait pas une seule arme de guerre. Mais par contre il avait rappelé cette vérité de l'histoire devenue un principe marxiste-léniniste : «Le pouvoir est au bout du fusil», et la bourgeoisie dont la domination de classe repose sur les fusils de ses forces d'Etat répressives, avait compris que ce simple rappel «légalisait ses intérêts fondamentaux».

Chacun sait aujourd'hui que l'interdiction de la bourgeoisie n'a pas empêché le jeune parti communiste de poursuivre son activité. Mais «l'Humanité nouvelle» ne pouvait plus paraître légalement du fait qu'elle était l'organe central du parti devenu «illégal», du fait de l'arbitraire gouvernemental.

C'est dans ces conditions que François Marty et d'autres militants décidèrent de lancer un nouveau journal, qui pourrait servir de tribune publique pour la diffusion des idées du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung tout en échappant au moins temporairement aux mesures répressives de la bourgeoisie.

Around de «l'Humanité rouge», hebdomadaire à ses débuts, quotidien aujourd'hui pur ainsi se regroupent de nombreux militants marxistes-léninistes.

On parle souvent aujourd'hui de notre journal comme s'il s'agissait d'une organisation politique structurée. En fait, s'il ne constitue nullement l'organisation reconstituée du PCMLF interdit, du simple fait que ce dernier continue à développer ses activités proclamées illégales par la bourgeoisie et les révisionnistes, l'HR n'en approuve pas moins la ligne idéologique et politique de la formation en cause.

En dépit des difficultés immenses qu'elle a dû surmonter, l'HR n'a jamais cessé de combattre les ennemis du prolétariat et des masses laborieuses de notre pays et des peuples du monde. Elle constitue une arme redoutable à la dispo-

domadaire en quotidien ensuite. Elle n'a remporté ses succès qu'en comptant sur ses propres forces, c'est-à-dire sur le soutien combien décisif de ses lecteurs et des militants marxistes-léninistes. Elle a gagné une audience appréciable en se frayant seule son propre chemin, contre les mensonges ou les silences calculés des organes de presse et de la radio-télévision au service de la bourgeoisie. Elle ne bénéficie d'aucun soutien bancaire ni publicitaire, elle est libre de toute attache quelle qu'elle soit et ne reçoit aucune subvention officielle du gouvernement. Ce qui, entre autres raisons, la différencie par exemple de «l'Humanité» révisionniste qui a perçu 120 millions d'anciens francs du gouvernement en 1975. Actuellement sa vente quotidienne se situe entre 4 000 et 5 000 exemplaires, variant dans ces limites en

travailleurs immigrés qui sont partie intégrante de la classe ouvrière, entre les marxistes léninistes de France et ceux des autres pays du monde entier aux premiers rangs desquels les communistes chinois et albanais, entre les marxistes-léninistes et les peuples révolutionnaires en lutte de par le monde, entre les marxistes-léninistes et le tiers monde, entre les marxistes-léninistes et toutes les forces populaires qui s'opposent aux entreprises hégémoniques des deux super-puissances, notamment le social-impérialisme russe, danger principal en Europe.

«L'Humanité rouge» participe ainsi au grand combat révolutionnaire prolétarien de notre époque, ouvert par la Révolution d'Octobre 1917 sous la conduite de Lénine et Staline.

Tout le monde observe soit avec antagonisme et inquiétude, soit avec espoir et sympathie le processus d'unification des forces se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung déclenché depuis dix mois par «l'Humanité rouge». Ou en est, maintenant, ce processus destiné à l'existence en France d'un «parti marxiste-léniniste unique» ?

Le processus d'unification auquel nous avons consacré beaucoup d'efforts en nous inspirant des enseignements du président Mao ne pouvait et ne peut échapper à la lutte de classes dans les rangs de ceux qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung. Aussi, à côté de résultats positifs, la situation actuelle fait-elle apparaître des aspects négatifs. L'unification dans un Parti marxiste-léniniste unique ne résultera que de la lutte, et en aucune manière de quelque conciliation que ce soit.

Quels sont les résultats positifs ? D'une manière générale, la discussion s'est substituée aux affrontements sectaires. Des manifestations sont organisées en commun, ou de manière convergente, par plusieurs formations se réclamant de la même doctrine, du socialisme scientifique. En ont témoigné les actions en faveur du FRAP, le Rassemblement national ouvrier du 1^{er} février, la manifestation de soutien aux petits viticulteurs du Midi le 6 mars, l'hommage rendu au Mur des Fédérés à la mémoire du camarade Chou En-lai, la célébration du 105^e anniversaire de la victoire de la Commune de Paris le 21 mars, enfin plus récemment les manifestations de soutien aux justes revendica-

tion des ouvriers, des petits paysans et de tous les révolutionnaires prolétariens. Du fait de luttes de lignes survenues dans les rangs des marxistes-léninistes, différentes erreurs sont passées dans ses colonnes dans quelques circonstances. Mais en définitive, jusqu'à maintenant, la ligne prolétarienne a toujours su discerner à temps les erreurs commises, et en a impulsé les rectifications conformément à l'idéologie prolétarienne. L'HR est un quotidien ouvrier révolutionnaire prolétarien, qui mérite sa légitime référence au communisme et au marxisme-léninisme. Après sept années de parution son bilan est largement positif.

«L'Humanité rouge» a en effet triomphé d'obstacles considérables pour pouvoir continuer à paraître d'abord, pour se transformer d'heb-



Un premier mai d'avant-guerre : la classe ouvrière manifeste sa force et son unité.

DES «1er MAI» MARQUANTS

Le 1er Mai fut l'occasion d'une des plus puissantes manifestations du prolétariat de Russie. Staline, qui était alors responsable du bureau russe du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, rédigea un appel historique aux travailleurs, sous le titre «Vive le 1er Mai!». En tête de ce manifeste, plein d'un immense amour de l'humanité et d'une certitude absolue dans la victoire inéluctable des travailleurs, Staline écrivait :

«Des le siècle passé, les ouvriers de tous les pays ont décidé de célébrer tous les ans ce jour, le jour du 1er Mai. Cela s'est passé en 1889 au Congrès de Paris des socialistes de tous les pays ; c'est précisément ce jour-là, le jour du 1er Mai - quand la nature s'éveille après son sommeil hivernal, quand les forêts et les montagnes se couvrent de verdure, quand les champs et les prés se parent de fleurs, quand le soleil commence à être plus chaud, quand on sent dans l'air la joie du renouveau et quand la nature s'anime et renaît à la joie - c'est précisément ce jour-là qu'ils ont décidé de déclarer au monde entier, ouvertement et à haute voix, que les ouvriers apportent à l'humanité le printemps et la libération des chaînes du capitalisme, que les ouvriers sont appelés à renouveler le monde sur les bases de la liberté et du socialisme...»

Ce fut, en effet, au premier congrès de l'Internationale socialiste, ouvert à Paris le 14 juillet 1889 pour le 100^e anniversaire de la prise de la Bastille, que le 1er Mai devint une journée de lutte internationale des travailleurs. Le caractère internationaliste de cette décision fut souligné un an plus tard par Engels dans la préface qu'il écrivit le 1er Mai 1890 pour l'édition allemande du «Manifeste communiste» : «L'Internationale elle-même ne vécut que neuf années, écrivait-il, mais (...) l'alliance éternelle établie par elle entre les prolétaires de tous les pays existe encore, qu'elle soit

plus puissante que jamais, il n'en est pas de meilleure preuve que la journée d'aujourd'hui. Au moment où j'écris ces lignes, le prolétariat d'Europe et d'Amérique passe la revue de ses forces, pour la première fois mobilisées en une seule armée, sous UN MEME drapeau et pour le MEME but immédiat.»

En vérité, la décision de transformer le 1er Mai en journée de lutte chaque année, intervenue en 1889, avait été précédée de manifestations particulièrement dures dès 1886. Le 1er Mai 1886, de vastes manifestations avaient opposé à la police déchaînée des milliers et des milliers d'ouvriers de Chicago qui revendiquaient la réduction de la durée quotidienne du travail à huit heures. L'Etat bourgeois américain avait fait tirer sur la foule, de nombreux travailleurs avaient été tués, cinq de leurs dirigeants avaient été traduits en justice où une parodie de jugement les avait condamnés à mort. Avant d'être pendu avec ses compagnons, l'un d'entre eux, Fischer, avait déclaré : «Je suis persuadé que notre exécution aidera au triomphe de notre cause!»

A peine deux ans après la décision du congrès de Paris, le 1er Mai 1891, les «républicains» bourgeois de notre pays, organisèrent une répression des plus violentes contre les travailleurs. A Fourmies, en pays minier, dans le Nord, ils firent tirer vailleurs dans une grève générale imposante, connus des bagarres acharnées avec la police, notamment à Paris, où fut tué le jeune ouvrier Lorne. Les 1er Mai sous l'oc-

cupation nazie furent toujours l'occasion de renforcer et intensifier les actions armées contre les troupes hitlériennes.

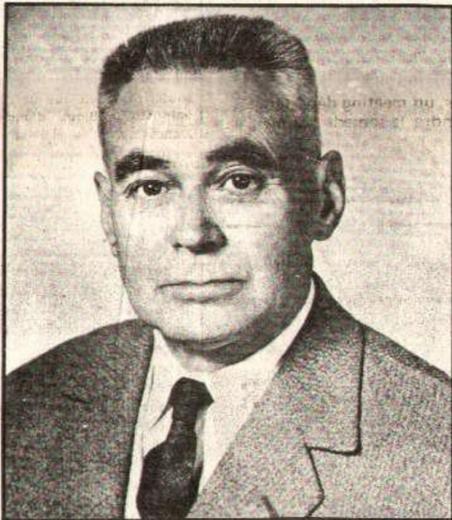
LES DEUX CARACTERES PRINCIPAUX DU 1er MAI

Ainsi apparaissent clairement les deux caractères principaux de la tradition prolétarienne du 1er Mai : cette journée historique se situe dans le cadre de la lutte de classes révolutionnaire et elle constitue une action internationaliste coordonnée du prolétariat sur le plan mondial.

Faire connaître leur véritable combat

Il y a une autre limite de taille pour parler avec sérieux du mouvement marxiste-léniniste dans le monde : nous le connaissons mal, et pas principalement par manque d'étude ou d'intérêt. C'est l'impérialisme et le révisionnisme moderne qui organisent l'isolement, orchestrent la calomnie, provoquent la confusion. Les communistes à l'action, ce sont les «bandits rouges» ou les «gauchistes irresponsables». Dans ce siècle où la technique de pointe déverse quotidiennement des flots «d'informations» venues des

SUITE PAGE 5



François Marty (1904-1971), premier directeur de l'Humanité Rouge.

«Le pouvoir est au bout du fusil», et la bourgeoisie dont la domination de classe repose sur les fusils de ses forces d'Etat répressives, avait compris que ce simple rappel «légalisait ses intérêts fondamentaux».

Chacun sait aujourd'hui que l'interdiction de la bourgeoisie n'a pas empêché le jeune parti communiste de poursuivre son activité.

C'est dans ces conditions que François Marty et d'autres militants décidèrent de lancer un nouveau journal, qui pourrait servir de tribune publique pour la diffusion des idées du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung tout en échappant au moins temporairement aux mesures répressives de la bourgeoisie.

TARIFS D'ABONNEMENTS	
	Pli ouvert Pli fermé
1 mois	32 F 60 F
3 mois	95 F 180 F
6 mois	190 F 360 F
Soutien	300 F 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 30226672 - La Source

Ces 4 pages intérieures ont fait l'objet d'un tirage spécial daté du 27 avril afin de préparer un 1er mai de classe et de masse.

Les horaires donnés ici sont les horaires d'hiver, rajoutez une heure pour avoir les horaires d'été.

RADIO TIRANA		RADIO PEKIN	
Heures de Paris	Long. d'ondes en m.	Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	sur 31 et 42 m		
16 h	sur 31 et 42 m	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
17 h	sur 31 et 42 m		
19 h	sur 31 et 42 m	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h	sur 31 et 42 m		
22 h	sur 31, 42 et 215 m	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
23 h	sur 31, 41 et 206 m	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m

Personne ne peut prétendre faire le point sur le combat des partis et organisations marxistes-léninistes dans le monde entier en quelques mots.

Ces partis marxistes-léninistes dans le monde entier

Ce combat grandit et prend des formes multiples d'un pays à l'autre ; il est d'une grande richesse et plein d'enseignements. A lire la presse des partis chinois et albanais, à écouter les émissions de Radio-Tirana consacrées au mouvement marxiste-léniniste, à lire la presse des partis marxistes-léninistes dans le monde entier, on mesure les pas accomplis ces dernières années ; au cœur des masses révolutionnaires en mouvement se forment peu à peu, dans nombre de difficultés et d'embûches, au prix de sacrifices et d'efforts, leurs instruments principaux de combat : leurs partis communistes. Et cela est vrai aussi bien dans la jungle de l'Araguaia au Brésil, dans les forêts de Birmanie et de Malaisie, dans les métropo-

LE MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE AVANCE A GRANDS PAS

Le mouvement de masse de mai-juin 68 — qui n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein — a marqué une étape importante dans le développement du mouvement révolutionnaire de masse. Il a largement contribué à la cristallisation de la tendance à renouer avec les grandes traditions de lutte de classe qui a connu depuis un enrichissement important dans plusieurs domaines fondamentaux. En effet, la trahison des principes du marxisme-léninisme par les dirigeants du PCF avait porté un coup sérieux au mouvement communiste, au mouvement ouvrier et à l'unité de la classe ouvrière en particulier. En s'alignant sur la position des révisionnistes khrouchtchéviens à la suite du 20e Congrès du PCUS en 1956, les dirigeants du PCF — et de la CGT dont ils avaient la direction — abandonnaient l'objectif fondamental de la révolution prolétarienne, et s'engageaient définitivement dans l'impasse de l'électoratisme et de la collaboration de classe. Bien sûr, les travailleurs n'ont pas arrêté pour autant de lutter pour leurs revendications immédiates parfois même en utilisant la violence de masse — (voir tableau ci-dessous) ; mais sans une direction politique se plaçant sur les justes positions idéologiques et politiques du prolétariat cela ne peut déboucher sur la victoire de la révolution prolétarienne. La classe ouvrière a besoin de son parti. Celui-ci n'a pu se créer (en décembre 67, après 4 années de luttes) qu'en opposition précisément au révisionnisme. Mais il était trop jeune, encore trop peu lié aux

masses et trop peu édifié pour prétendre jouer son rôle de direction. Il n'en a pas moins soutenu le mouvement de masse de toutes ses forces et s'est renforcé, alors que le PCF révisionniste est apparu plus clairement qu'auparavant comme un parti contre-révolutionnaire.

Depuis la double contradiction opposant le révisionnisme, d'une part aux masses et d'autre part au marxisme-léninisme, s'est considérablement développée. Son contenu bourgeois est de plus en plus largement combattu, sa nature réactionnaire mise à nu, son hégémonie dans la classe ouvrière de plus en plus contestée car elle est un frein considérable au développement du mouvement de masse et à son unité. Le révisionnisme connaît donc un affaiblissement certain.

Depuis 68 également on a pu voir fleurir un peu partout en France, dans un nombre de plus en plus important d'entreprises, de véritables noyaux communistes : les cellules d'entreprises du PCMLF ; et cela malgré son interdiction par la bourgeoisie (sur la demande du renégat Marchais) le 12 juin 68. On a pu voir également que ce Parti a joué un rôle non négligeable, et parfois de direction, dans un certain nombre de luttes : ORTF, PTT, SNIAS, Rhône-Poulenc, Orlans, etc. Les marxistes-léninistes se portent de plus en plus à la tête des luttes. Voyons plus précisément maintenant, les acquis de huit années de luttes, ce qui s'est développé et ce qu'il y a de nouveau.

Nos camarades immigrés entrent dans la lutte... Que faisons nous ?

Dès 1971 et 1972 éclatent des luttes dans lesquelles sont impliqués pour la première fois en majorité ou en totalité des travailleurs immigrés. Mieux que tous les discours, ils démontrent concrètement qu'ils sont partie intégrante de la classe ouvrière en France ; et que la lutte des classes a pour eux une signification immédiate. Quatre de ces luttes ont marqué fortement la période.

Décembre 1971 : Penarroya-Lyon : un travailleur meurt. La grève commence le 9 février 72, et dure plus d'un mois. Menée par les travailleurs eux-mêmes, elle se soldera par la satisfaction de la plupart des revendications qui n'ont rien en elles-mêmes de «spécifiques». Mais, laissés jusqu'ici en marge, y compris par les syndicats, ils montrent leur volonté de lutter et de vaincre.

Février 1972 : Girosteel-Le Bourget : une grève de 2 mois, victorieuse elle aussi.

Novembre 1973 : Câbles de Lyon à Gennevilliers : 7 semaines de grève, mais une direction très dure et une mini-victoire. Seulement les camarades n'oublient pas : une tradition de lutte s'est forgée.

Décembre 1973 : Dynamis dans l'Essonne : 5 semaines de grève ; la direction embauche des barbouzes.

Dans ces conflits, nos camarades immigrés donnent des exemples à l'ensemble de la classe ouvrière. Ce sera principalement au niveau de la conception de l'unité — totale, vraiment à la base et dans l'action — et la décision collective : «On va faire la force ouvrière» proclament ceux de Penarroya. «Luttons la main dans la main» écrivent-ils à leurs «frères» de Saint-Denis. Ces derniers quittent d'ailleurs la CGT qui a saboté toute solidarité : «On a vécu dans

la honte d'avoir trahi les frères de Lyon» expliquent-ils...

Pourtant ces luttes, on peut dire qu'ils les ont menées pratiquement SEULS. Le PCF peut, en façade, polémiquer avec le PCUS sur le principe de l'internationalisme prolétarien : pour lui, le principe ne joue plus quand la proportion d'étrangers dépasse 15 %. La CFDT peut se glorifier de s'être implantée dans les entreprises concernées, à aucun moment, elle ne jettera toutes ses forces dans la bataille. Elle laissera faire, récupérant les victoires, faisant le silence sur les échecs... quant à la soi-disant «extrême-gauche», elle n'agit que le problème que comme outil de propagande.

Sinon comment expliquer que lors de la bataille contre les circulaires Marcellin-Fon-tanet, nos camarades immigrés soient acculés à la «grève de la faim», ressource ultime des désespérés... dans les prisons ? Comment expliquer que plus d'un an après le gouvernement puisse expulser les travailleurs pakistanais, abandonnés après le grand tapage passé ?

D'où l'importance de la lutte actuelle sur les foyers Sonacotra : il est temps de prouver NOTRE conception de l'internationalisme prolétarien et de la lutte des classes, et notre fidélité aux principes du marxisme-léninisme.

se placent sur de justes positions de lutte de classe.

LE PCF : UN ENNEMI DE LA CLASSE OUVRIERE

Si le patron est «de gauche», ça ira mieux, pensent certains ! Eh bien de nombreux faits ont déjà prouvé le contraire. Là aussi une élévation du niveau de conscience s'est faite depuis 68, car des luttes ont eu lieu dans des entreprises gérées par la clique Marchais ou en alliance avec le PS. Ainsi le milliardaire Doumeng (PCF), les patrons de l'Épur (agence d'urbanisme PCF), ceux du Foyer Lou Cantou (PCF-PS), du Foyer de jeunes travailleurs de Bobigny, de la MJC de Rennes, etc., ont organisé eux aussi les licenciements, la répression, l'antisindicalisme... Ce sont également les révisionnistes qui ont voté au CE le licenciement de deux délégués CFDT de l'usine Chauvin à Ivry. Ce sont eux qui font exclure de la CGT ceux qui refusent de se soumettre à leur diktat (à l'imprimerie Hollenstein, dans la Seine-St-Denis, c'est toute une section qui a été exclue ; et ils voudraient faire la même chose aux Câbles de Lyon !).

Il est bien évident qu'une telle politique ne peut que rencontrer la désapprobation des masses. Alors qu'au contraire les marxistes-léninistes qui dénoncent leur pratique, et combattent leur ligne idéologique et politique, requièrent un soutien de masse de plus en plus large. En témoigne le résultat des élections de délégués du personnel à l'usine Guillaud à Nantes, où notre camarade Jeannette Pelletier avait été exclue de la CGT pour son opposition au «Programme commun», et avait formé une section CFDT : cette dernière a obtenu 50 % des voix ! Il en est de même chez Kodak à Vincennes !

Les travailleurs sont de plus en plus nombreux à voir que ce sont leurs véritables défenseurs !

Développement des luttes classe contre classe

D'une manière générale la tendance dominante est celle qui consiste à renouer avec les grandes traditions de lutte de classe.

Plus précisément cela s'est d'abord manifesté dans des secteurs où les révisionnistes étaient faibles : chez les OS, les immigrés, dans les buches les plus exploitées. Ainsi, après le reflux du grand mouvement de 68 — en 70, 71 — ce sont les grèves dures de Penarroya, Girosteel, Joint-Français (St-

Brieuc), les Nouvelles Galeries (de Thionville) où ce sont essentiellement des femmes, Renault — les OS du Mans — etc. L'occupation des usines va redevenir une pratique de plus en plus courante et connaître un développement inégalé : en juin 75 il y a 50 usines occupées et aujourd'hui environ 200 ! Il est significatif également que dans certaines c'est la 1ère grève depuis 1936, dans d'autres c'est depuis de nombreuses années.

LES FORMES DE LUTTE

Cette volonté de lutte pour faire aboutir les revendications est évidemment le fruit de l'aggravement des contradictions de classe : bourgeoisie-prolétariat ; agissement qui va de pair avec la crise qui secoue le monde capitaliste (à l'Ouest comme à l'Est), l'aggravation considérable du chômage (total et partiel). Donc, les formes de lutte se radicalisent. Dans la plupart des cas le préavis de grève est balayé, car bien souvent la grève est déclenchée sans l'accord des bons syndicaux qui eux ne veulent entendre parler que de négociations et cherchent à signer des accords avec le patronat sur le dos des travailleurs. Ces grèves que la bourgeoisie appelle «sauvages» sont devenues monnaie courante et non quelques cas isolés. Des piquets de grève sont formés.

La pratique des comités de grève démocratiquement élus par les travailleurs et regroupant les grévistes syndiqués et non syndiqués, a connu un développement quantitatif considérable depuis 68 ; mais il est encore difficile à réaliser là où les révisionnistes sont hégémoniques. Il en est de même pour les assemblés généraux et aussi les comités de soutien (sous direction des grévistes).

LES APPORTS NOUVEAUX

Ce qui a pris un caractère nouveau depuis 68, c'est le non-respect de la légalité bourgeoise. En témoigne cette déclaration des travailleurs de l'ORTF à Lyon en octobre 74 : «Notre lutte ne sera pas légale, elle sera légitime». Refusant ainsi de rester dans le carcan étroit imposé par la bourgeoisie, qui plus est dans le secteur dit «public» où elle cherche par tous les moyens à restreindre le plus possible le droit de grève. En effet, les luttes de la classe ouvrière et de autres exploités n'ont pas besoin d'être «légalisées» : «battre par tous les moyens contre les licenciements, pour des salaires décents, etc, qui de plus LEGITIME ?

Ce sont également les ventes dites «sauvages», comme à LIP ou Cerizay, qui ont littéralement paniqué la bourgeoisie.

Depuis, les ventes de stock ou de produits fabriqués par les travailleurs eux-mêmes, sont pratiquées ; elles sont évidemment limitées à certains secteurs de production (il est autrement plus délicat de vendre des locomotives ou des kilomètres d'acier à des particuliers). Des ouvriers dans les garages ont fait des réparations gratuites... enfin, l'imagination apporte toujours de nouvelles contributions. Tout cela a une portée idéologique et politique importante car elle remet en cause, bien que pour une période limitée, la propriété capitaliste des moyens de production.

Que dire aussi de la multiplication des séquestrations par la masse des travailleurs, de PDG et cadres répressifs, si ce n'est qu'il s'agit d'une juste riposte de masse à la violence de l'exploitation capitaliste. L'exploitation avec la légalité bourgeoise est en fait nécessaire pour briser les accords

Toutes les couches laborieuses ont intérêt à abattre le capitalisme

Aujourd'hui ce sont toutes les couches laborieuses qui sont victimes de l'exploitation capitaliste, aussi ne peuvent-elles rester inactives.

Dans tout le Midi viticole, comme en Corse où à Fougères, ce sont les larges masses qui sont entrées en lutte. Face à l'aggravation de la crise, au chômage, à la répression policière et patronale, elles sont amenées à recourir à la violence de masse.

Ces dernières années, les petits paysans ont eu recours à des «labours sauvages» de terres volées par les cumards et gros propriétaires fonciers ; pour sauver de la misère des petits paysans ruinés.

Destruction des caves de milliardaires viticoles et trafiquants de vin.

Interception de camions de lait, de vin, de viande... par les petits producteurs pour exiger des gros négociants capitalistes qu'ils augmentent leur prix d'achat des matières premières, sans pour autant les augmenter pour les consommateurs.

Mes luttes dures ont eu lieu dans des couches très diverses : la grande grève des employés de banque (en 74), celle des Assurances du Groupe de Paris (en 75), les petits commerçants, les aiguilleurs du ciel, les pilotes de ligne ; la récente manifestation des médecins contre l'Ordre des médecins, ordre de Pétaïn ; contre la pollution du trust Pehiney-Ugine-Kuhlmann ; pour l'avortement libre et gratuit ; dans l'armée contre le racisme et les brimades (Draguignan) ; dans les foyers immigrés, contre les logements trop chers et les saisies, etc.

Bien des choses changent, les chômeurs ont commencé à s'organiser pour la lutte et déjà obtenu des succès dans plusieurs endroits ; de même des travailleurs intérimaires sont entrés dans la lutte à plusieurs reprises. Dans ces secteurs, hier encore complètement isolés, le niveau de conscience s'élève.

AVANT 1968

Une montée des luttes dévoyée

Tout n'est pas né en mai 1968 : les ouvriers n'ont pas attendu l'explosion étudiante pour faire entendre leur voix. De 1960 à 1968, des luttes dures ont éclaté. Rappelons les plus marquantes :

- décembre 1961 : grève des mineurs de Decazeville ;
- mars 1963 : grande grève des mineurs, qui refusent d'obéir aux ordres de réquisition ;
- 1964 : série de grèves dures dans la région nantaise ;
- avril 1965 : Peugeot et Berliet ;
- février 1966 : chantiers navals du Midi ;
- février 1967 : Dassault à Bordeaux, une grève menée de bout en bout par les travailleurs eux-mêmes ;
- mars 1967 : la grève de la Rhodiacta-Besancon s'étend à toute la région lyonnaise, puis aux 1 200 travailleurs de Berliet — 1ère occupation d'usine de la période ;
- mars-avril 67 : grève de 2 mois de la métallurgie de St-Nazaire ;
- janvier 68 : grève de la Savim à Caen, marquée par les durs affrontements avec les gendarmes mobiles venus protéger les jaunes.

Le mouvement est d'une telle ampleur que les directions syndicales ne réussissent pas à faire du 13 mai 68 une journée-enterrément. Le 14,

les travailleurs occupent l'usine Sud-Aviation à Nantes ; le 16, les occupations se multiplient : 9 millions de travailleurs sont dans l'action. Le 17, Séguy se voit contraint de déclarer : «Cette grève s'est préparée sous la responsabilité des travailleurs eux-mêmes».

Car ces luttes ont des caractères communs : elles touchent tous les secteurs ; elles sont déclenchées à la base, sans attendre un mot d'ordre syndical ; leur extension est rapide ; ce ne sont pas des feux de paille ; les travailleurs retrouvent leur tradition de lutte et veulent contrôler la lutte : à Rhône-Poulenc à Vitry, ils obligent les syndicats à admettre un non-syndiqué dans le comité de grève ; le compte-rendu de Grenelle est chahuté à Renault-Billancourt.

Mais l'étouffoir révisionniste joue à plein : il bloque toute réelle coordination des comités de grèves, le cantonnant aux strictes limites de l'entreprise ; les occupations d'usines ne vont pas jusqu'à l'utilisation du matériel et bien moins jusqu'à sa destruction. La violence ouvrière répond seulement à la répression et n'a pas un caractère offensif. Le révisionnisme a d'ailleurs un allié : l'opportunisme de la CFDT. Le terrain est prêt pour dévoyer les luttes...

La ligne des directions syndicales

L'alliance du révisionnisme et de l'opportunisme

Cela fait un peu plus de dix ans que les directions CFDT et CGT ont signé, au sommet, le premier accord d'unité d'action. Pour les dirigeants cédétistes qui font totalement le silence sur la tactique cégétiste (de récupération, de sabotage — ou d'abandon pur et simple des luttes), cet accord a «permis de tenir éveillée la classe ouvrière» et d'aboutir aux luttes dures de 1967. Alors que justement (voir ci-dessus) une caractéristique de ces dernières est d'avoir éclaté SANS ATTENDRE les mots d'ordre syndicaux. Pour la CGT, l'unité d'action syndicale est nécessaire à l'entente PC-PS et réciproquement. D'ailleurs l'accord de 66 se situe au moment d'un rapprochement avec à l'époque, la FGDS. Et dès fin 1967, le thème du Programme commun est relancé par la CGT. C'est-à-dire le thème du refus de la voie de la révolution prolétarienne.

Mais la CFDT, dans la même période, se renforce ; sa présence dans les luttes dures, et notamment dans les luttes des travailleurs immigrés, la dote déjà d'une «image de marque», fondée sur la combativité des militants de base, et dont profite la «maison Montholon». Alors la CGT applique une pratique qui lui sera désormais familière : elle

reproche publiquement aux sections syndicales CFDT de ne pas respecter les décisions prises au sommet.

Puis surgit Mai 68, non prévu ni par les uns ni par les autres, avec les divergences publiques des deux directions. Alors que la CGT condamne le «gauchisme» étudiant, la CFDT affirme dans son fameux communiqué du 16 mai : «La lutte des étudiants pour la démocratisation des universités est de même nature que celle des travailleurs pour la démocratie dans les entreprises».

A partir de là, les relations au sommet seront fluctuantes avec des hauts et des bas, jalonnées d'une série d'accords au sommet, puis de l'affirmation publique de divergences aussi bien sur les revendications que sur la manière de mener les luttes. Pourtant, chaque fois que se présentera une échéance politique précise (élections présidentielles notamment), la direction CFDT placera au 1er plan le choix politique fondamental de Maire et ses amis : le ralliement au Programme commun. Ça passera même par des gadgets, type PSOM — ou par l'invention de nouvelles expressions, type «Union des forces populaires». Inversement, lorsque la première place sera donnée aux luttes. Un des exemples les plus éclatants

sera la «bataille des LIP». Le Congrès CFDT de Nantes en juin 1973 verra la condamnation explicite des nouvelles formes de luttes — ou plutôt du retour aux traditions de lutte de la classe ouvrière, notamment des comités de grève et des comités de soutien. Puis surgit LIP dont justement les formes sont en pleine contradiction avec les conclusions de Nantes. Qu'à cela ne tienne : il suffira d'attendre les présidentielles de mai 1974 pour faire passer les désaccords au second plan et de conclure le 26 juin 74 un nouvel accord sur les revendications et les méthodes d'action.

Lisez les textes préparatoires au 37e Congrès CFDT, mieux comparez les différentes moutures. L'attitude opportuniste par rapport aux luttes et l'alliance avec le révisionnisme s'y côtoient allègrement : affirmation de la nécessité de l'autonomie ici, de l'unité — «malgré les divergences» — avec la CGT ailleurs. Ceci à la sauce de l'autogestion, présentée toutefois comme «objectif à long terme», et avec l'habileté (ou la franchise ?) de ne jamais employer le mot «révolutions». L'alliance avec le révisionnisme ne se traduit d'ailleurs pas seulement dans les textes : ne serait-ce que depuis 1968,

combien de «journées nationales d'action»-bidon avec la CGT, de journées «traîne-savates» ou «enterrements» comme les baptisent souvent les militants de base ?

Ceci dit, il est bien certain que l'on ne peut mettre sur le même plan la CFDT et la CGT. L'afflux de nouveaux militants à la CFDT, le fait qu'elle s'implante dans des secteurs où s'exerçait de fait un monopole cégétiste, ont leur signification profonde. Même si cette signification n'est pas immédiate, explicite pour les travailleurs concernés. C'est la signification que les masses veulent ROMPRE AVEC LE REVISIONNISME, dont la ligne apparaît de plus en plus clairement comme UNE LIGNE DE COLLABORATION DE CLASSE (justification de la rentabilité, des privilèges liés à la position hiérarchique, gestion patronale de ces CE, etc.). Un constat d'importance : la majorité du courant qui veut se définir en terme de classe se retrouve actuellement dans la CFDT. Et ce courant ne trouve, syndicalement, la possibilité de s'exprimer, publiquement, que dans la CFDT. De plus, de l'existence de ce courant, la direction CFDT est obligée de tenir compte. La nature des contradictions n'est pas la même.



Manifestation des Câbles de Lyon avec les étudiants de Nanterre (photo correspondant H.R.).

INTERVIEW DE JACQUES JURQUET

directeur politique de l'Humanité rouge

(SUITE DE LA PAGE 3). tions des travailleurs immigrés contre la Sonacotra, ainsi que les manifestations étudiantes contre la réforme Soisson-Saunier-Sette.

En certaines circonstances, à ces manifestations unitaires centrales ou nationales se sont ajoutées des activités locales ou régionales regroupant des militants appartenant à des formations différentes, dans des usines, dans les universités, etc. Tout cela est positif, et comporte des encouragements à persévérer dans la voie ainsi ouverte et approuvée par les masses prolétariennes.

Mais des aspects négatifs subsistent. Plusieurs formations sont dirigées par des militants appartenant à la petite bourgeoisie intellectuelle sans expérience de classe du mouvement ouvrier. Des difficultés en découlent sur le plan de l'unification idéologique qu'ils ont tendance à dissocier de l'unification politique. Nous retrouvons exactement les mêmes arguments que ceux avancés dans les années 1966 et 1967 par les élèves de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm qui dirigeaient l'UJC (m-l). Ces derniers ne comprenaient pas ce qu'est un parti ouvrier de type nouveau, ils méconnaissaient la fonction fondamentale du centralisme démocratique tant sur le plan idéologique qu'organisationnel et jugeaient finalement sans réprobation de principe le pluralisme des organisations se réclamant de la même doctrine, le marxisme-léninisme. Ils étaient au demeurant profondément convaincus d'être les seuls représentants valables de la pensée-maoïstetous, et se croyant infallibles, ils se sont précipités avec la plus parfaite sincérité jusqu'à leur désintégration absolue survenue à l'occasion de la première grande épreuve offerte aux marxistes-léninistes par le printemps révolutionnaire de 1968.

Aujourd'hui comme hier, nous voyons certains dirigeants et aussi des militants de base mais fort heureusement pas tous, loin s'en faut, mal débarrassés d'une idéologie non prolétarienne, rivaliser d'imagination pour mettre en avant tout ce qui divise et pour sous-estimer ou éluder tout ce qui unit. Ainsi sont attribuées à autrui, des positions qui ne sont pas les siennes, ainsi sont lancés des procès d'intention, ainsi sont ressorties de vieilles querelles de manière totalement erronée.

Peux-tu fournir des exemples concrets ?

Est-ce bien utile ? Ils sont nombreux... En voici trois, qui me viennent spontanément à l'esprit.

A la faculté de Vincennes, des camarades du PCR (m-l) avec qui se réalise positivement l'unité dans l'action déclarent à nos militants que dans mon discours du 14 février dernier à la Mutualité, j'ai appelé les adhérents de base des autres formations à désertier celles-ci pour rejoindre nos rangs. En termes plus simples, que j'ai essayé de « plumer la volaille ». Qui donc a pu répandre un tel bruit contraire à la vérité ? Il suffit de se reporter au numéro de « l'Humanité rouge » du 20 février en page 8 pour constater qu'il s'agit d'un procès d'intention qui ne résiste pas à un examen même rapide du texte en question. Par contre nous revendiquons notre plein droit d'appeler les masses prolétariennes et populaires à nous rejoindre dès maintenant si elles approuvent notre ligne et nos efforts en faveur de l'unification et c'est ce que j'ai fait. Par le passé, nous n'avons jamais tenté de recruter des militants de base des forma-

tions dont les dirigeants étaient engagés avec nous dans des discussions unitaires. Tel fut le cas avec « Travailleur » comme avec « La gauche révolutionnaire », et nous nous en sommes fort bien trouvés, non ? Alors pourquoi changerions-nous d'attitude ? En vérité certains ont recouru à de telles pratiques, mais justement elles ne leur ont rapporté que des échecs. Nous sommes pour des attitudes loyales réciproques.

Le périodique de « Drapeau rouge » qui lance beaucoup d'accusations contre nous proclame, entre autres, que nous « refusons le débat politique public » ! Quand j'ai lu ça j'ai trouvé que ces copains-là ne manquaient pas de culot ! Qui donc en effet a pris les premières initiatives de débat politique public ? Ne serait-ce pas par hasard « l'Humanité rouge » qui a publié dans ses propres colonnes les points de vue politiques des autres formations, sans d'ailleurs les assortir de critiques approfondies mais en les livrant comme ça simplement au bon sens de ses lecteurs ? Ne serait-ce pas aussi « l'Humanité rouge » qui a offert des tribunes politiques publiques à toutes les autres formations à l'occasion du Rassemblement national ouvrier du 14 février à la Mutualité (stands, forums, meeting central), tribunes dont ont d'ailleurs profité, politiquement et publiquement, plusieurs de ces formations ? Je pense vraiment que si l'on ne recourt qu'à des arguments aussi sérieux et aussi peu politiques, l'unification n'avancera certainement pas.

Troisième exemple : Une cellule de base du PCR (m-l) nous en a sortis de bien bonnes, en commençant par proclamer que notre conception de l'unification est une « conception chrétienne de l'unité ». Ça c'est pour la plaisanterie, mais elle est allée plus loin. Elle nous a ressorti le vieux procès contre la « démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat » ! Ces camarades sont laissés dans l'ignorance des faits réels et ne savent pas que les initiateurs de ce mot d'ordre ont tous fait scission en 1970, que l'un d'entre eux est alors devenu l'un des principaux dirigeants de « Front rouge », qu'un autre qui, sauf erreur de ma part, serait actuellement adhérent du PCR (m-l) dans la région de Vitry a édité la fameuse brochure sur le front uni étudiant basée sur ce mot d'ordre erroné, brochure qu'avait François Marty, nous avons critiquée et mise au pilon dès que nous en avons pris connaissance. Si des camarades veulent évoquer l'histoire, il faut la leur faire connaître honnêtement.

Voilà pour les exemples négatifs. Mais nous ne pensons pas que les ouvriers et les militants vraiment attachés à préparer les grandes luttes révolutionnaires prolétariennes de demain, tout en participant à celles d'aujourd'hui, s'intéressent à ces querelles largement dépassées ou relevant d'un subjectivisme bien regrettable.

Les éléments qui ne partiront pas du désir d'unité dans le processus d'unification seront finalement rejetés par l'intervention inéluctable de la classe ouvrière recourant à de justes positions idéologiques et politiques prolétariennes. C'est un parti ouvrier que nous voulons édifier, pas un parti petit bourgeois ! D'ailleurs nous ne doutons pas qu'existent d'ores et déjà dans toutes les formations des militants qui placent avant tout, non quelque esprit de secte étroit et vain, mais l'intérêt historique et supérieur du prolétariat et de la Révolution prolétarienne.

Pour nous, il y a en ce moment deux points sur lesquels

nous resterons intransigeants parce qu'il s'agit de questions de principe :

— Le processus d'unification exclut toute formation ayant le moindre rapport avec l'idéologie et la politique trotskystes, dont l'histoire du mouvement ouvrier international enseigne qu'elles ne furent jamais qu'au service des ennemis de la classe ouvrière et du peuple.

— Le processus d'unification exclut toute entente qui ne se limiterait qu'à des discussions au sommet entre dirigeants. Il n'y aura d'unification valable et durable que si elle est solidement comprise, voulue et soudée, sous des formes adéquates comme un congrès, par les militants de base. D'où la nécessité d'une pratique prolongée de

Dans plusieurs cas, les masses populaires se sont révoltées contre la politique de la bourgeoisie. Et le caractère nouveau alors apparu, c'est le recours à la violence armée contre la violence armée de l'État bourgeois. En Corse d'abord. Puis dans le Midi viticole. De tels faits ne sont pas des accidents exceptionnels, mais sont à replacer dans le courant de l'histoire. Ils ne resteront pas sans lendemain.

Partout le mouvement révolutionnaire des masses, mouvement indépendant se soustrayant tant à la volonté de la bourgeoisie au pouvoir qu'aux manœuvres de récupération de la bourgeoisie dite « d'opposition », ne cesse de se développer impétueusement.

spécificité et ce doit être pour les marxistes-léninistes une tâche prioritaire d'internationalisme prolétarien que de le soutenir à fond ;

Le mouvement étudiant contre la réforme capitaliste de l'enseignement déjà bourgeois, qui n'est qu'une réforme de plus du même tonneau que les précédentes ; la jeunesse étudiante doit rejeter sans équivoque l'avenir de chômage et d'exploitation que veut lui imposer la bourgeoisie capitaliste, qu'elle soit au pouvoir ou dans la prétendue « opposition » ;

Le mouvement des petits paysans, que la moindre étincelle risque d'embraser à nouveau dans toutes les campagnes du pays, particulièrement dans le Midi viticole.

Ainsi, que la guerre déclenchée par les deux superpuissances provoque la révolution ou que la révolution précède la guerre, l'avenir de notre peuple comme l'avenir des peuples du monde est un avenir qui verra l'instauration de la dictature du prolétariat et du socialisme, préparant l'ère du communisme.

Naturellement, il faut et il faudra encore de nombreuses luttes, il faut et il faudra consentir des sacrifices, faire preuve de courage, de fermeté, de persévérance. Mais la victoire sera au bout. Et après cette grande victoire, il faudra certes encore poursuivre la lutte de classe pendant toute la période du socialisme, pour que le prolétariat ne se laisse pas déposséder du pouvoir par la bourgeoisie toujours assoiffée de revanche et décidée à reconquérir sa place et ses privilèges anciens.

« Soyons convaincus que l'avenir appartient à tous ceux qui luttent et qui lutteront jusqu'au bout, il appartient aux jeunes, aux femmes, aux ouvriers, aux petits paysans, aux intellectuels révolutionnaires, à tous ceux qui refusent de continuer à vivre dans le régime pourri de l'exploitation, de l'oppression et de la répression capitalistes.

Comment caractérises-tu le 1er Mai 1976 ?

Plus que certains premiers mai du passé, en raison de la situation actuelle, c'est une très grande journée de lutte de la classe ouvrière et de tous les révolutionnaires prolétariens. Les marxistes-léninistes doivent en faire une journée de manifestations de classe et de masse, contre la bourgeoisie capitaliste et les deux superpuissances, pour la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale qui sont indissociables.

— 22 avril 1976 —



Les camarades Jacques Jurquet, Aimé Delrue et André Druennes, dirigeants politiques de l'Humanité-Rouge, participant à une manifestation populaire.

Le rôle historique des marxistes-léninistes consiste à faire fusionner la théorie dont ils sont porteurs avec la pratique des masses. En conservant la tête froide, pour ne commettre aucune erreur tactique et en n'oubliant jamais que ce sont les masses qui font l'histoire, et donc les révolutions, même si pour vaincre elles doivent recourir à la direction d'un Parti marxiste-léniniste révolutionnaire prolétarien.

Les militants communistes authentiques doivent tout faire pour que convergent les quatre grands mouvements actuellement apparus :

— Le mouvement ouvrier proprement dit ; il y a plus de 200 usines occupées en ce moment et les formes de lutte rejettent de plus en plus le révisionnisme moderne et le réformisme, les travailleurs se battent « classe contre classes » ;

— Le mouvement des travailleurs immigrés, notamment celui qui s'oppose à l'oppression et au racisme de la Sonacotra et du pouvoir, avec la complicité des révisionnistes ; il s'agit là d'un mouvement ouvrier qui a sa

Les deux superpuissances sont en proie à d'inextricables difficultés du fait de crises profondes qui affectent le monde capitaliste et le monde révisionniste dominé par le social-impérialisme de l'URSS. Si ces deux bandits recourent à la guerre que leur caractère impérialiste commun rend inéluctable, celle-ci provoquera la révolution, et les peuples instaureront le socialisme en même temps qu'ils regagneront leur indépendance nationale. Dans de telles circonstances, le prolétariat de France combattrait non pour restaurer l'État capitaliste, mais pour instaurer la dictature du prolétariat. Il suivra en l'occurrence non pas la voie de Thorez en 1944, mais celle des Communistes de 1871 et celle des Bolcheviks de 1917.

Cela dit, les facteurs de révolution grandissent considérablement en France au cours de la période actuelle. La situation en 1976 n'est plus ce qu'elle était il y a seulement une année. La modification qualitative est déjà profonde.

Essor du mouvement marxiste-léniniste



(SUITE DE LA PAGE 3).

quatre coins du globe, on parle peu ou mal des luttes des peuples et de leurs partis révolutionnaires ; la bourgeoisie impérialiste s'emploie à passer sous silence, à déformer et à calomnier. On mesure là l'importance révolutionnaire de faire connaître leurs combats.

parti communiste qui s'est maintenu sur les rails marxistes-léninistes, non sans luttes ; en Argentine, c'est la fusion de pans entiers de la jeunesse révisionniste, de ses dirigeants et d'autres organisations étudiantes marxistes-léninistes qui est à l'origine du parti.

tent de l'enfance et accroissent leurs capacités de diriger les larges masses. Peu à peu, au même moment, ici et là, des vieilles idées sectaires ou « gauchistes », produites en contre-coup du révisionnisme sont balayées. En Amérique Latine, par exemple, comme



Le mot d'ordre du KPD (m-l) « Pour la révolution socialiste, pour une Allemagne socialiste, unie et indépendante », brandi à l'occasion de la création de la section DDR (Allemagne de l'Est) du KPD (m-l). Un événement d'une importance majeure pour les marxistes-léninistes du monde entier.

Un dernier point enfin, lié au précédent : personne n'expliquera mieux le combat de son peuple, de son parti, qu'un représentant authentique de ce peuple, qu'un dirigeant ou un organisme de ce parti. Voilà pourquoi, dans « l'Humanité rouge » et dans la revue « Prolétariat », nous nous sommes efforcés de publier les textes (ou traductions) des partis frères eux-mêmes, plutôt que d'aligner nos propres appréciations nécessairement unilatérales ou même fausses.

Dans chaque pays la scission a été plus ou moins massive ; les organisations issues de la petite-bourgeoisie intellectuelle sont venues plus ou moins en renfort... Reste que cette étape paraît dépassée pour l'essentiel.

Une orientation générale commune

Aujourd'hui, c'est l'édification idéologique et politique qui prime, toujours en rupture et contre le révisionnisme moderne. Ces derniers mois, des luttes d'idées sérieuses et décisives ont fait avancer tous les partis marxistes-léninistes du monde ; elles tournaient et tournent encore autour du « social-impérialisme russe » : est-il vraiment un impérialisme, quelle est sa stratégie, rivalise-t-il ou non avec l'impérialisme US et pourquoi, est-il le plus dangereux ou non, etc., autant de questions communes à tous les partis, qui les ont résolues pour l'essentiel de la même façon. Le 16 mars 1975, au meeting international organisé par notre journal, est apparue ouvertement la convergence de vues de tous les partis présents.

Cette unité s'est renforcée depuis lors ; et contre l'impérialisme et le social-impérialisme, contre le révisionnisme moderne, les partis marxistes-léninistes du monde entier, marchent d'un même pas, quels que soient les points de vue ou appréciations différentes sur telle ou telle question à un moment donné.

De la jeunesse à l'adolescence

Un autre fait encourageant : les jeunes partis sor-

l'ont souligné les camarades argentins ou brésiliens, les idées putchistes (« golpistes » de « golpes » : coup d'État) ont fait beaucoup de mal au mouvement marxiste-léniniste naissant. Il a fallu battre les conceptions fausses sur le front uni et la lutte armée pour aller de l'avant. En Europe occidentale, ont dominé bien souvent l'esprit de secte et de boutique ; la tendance à l'unification existe dans bon nombre de pays européens aujourd'hui. De manière générale, les partis européens mettent l'accent sur la nécessité vitale de leur édification dans la classe ouvrière ; les partis du tiers monde quant à eux, étudient et résolvent la question fondamentale de l'alliance avec la paysannerie. Pour tous, se réalise mieux la fusion de la théorie marxiste-léniniste et de la pratique révolutionnaire dans leurs pays ; les « modèles » et les « recettes » sont peu à peu rejetés et les partis avancent, parfois à grands pas. L'avancée est inégale, portée par le mouvement révolutionnaire des larges masses et conditionnée par leur tradition et leur expérience politique.

Qu'importe ! Dans l'expérience riche et bouillonnante des partis marxistes-léninistes du monde entier, il y a à apprendre pour nous et à faire comprendre aux larges masses de nos pays, ce qui assure le magnifique front prolétarien de solidarité combattante représenté par le 1er Mai : l'existence de partis véritablement communistes, liés à la classe ouvrière et au peuple et unis entre eux par la victoire de la révolution prolétarienne mondiale.

Deux ouvrages marxistes-léninistes d'actualité

ARRACHER LA CLASSE OUVRIÈRE AU RÉVISIONNISME

par Jacques Jurquet
Recueil de textes de 1965 à 1971
présentés par Camille Granot
Prix : 30 F

SUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES

par Ernst Aust
dans la collection « Marxisme-léninisme au combat »
Prix : 4,50 F

Disponible aux librairies :
— Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris ;
— La Force du Livre, 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon ;
— Le Sel de la Terre, 4, rue MI Foch 22000 St-Brieuc.
ou par correspondance à :
— F-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

ORGANE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE BELGIQUE
Clarté
et L'EXPLOITE
N° 81

ORGAN KIMITEU CENTRALISGO KOMUNISTEYI PARTI POLSKI
CZERWONY SZTANDAR

ORGANE DE L'ORGANISATION MARXISTE-LÉNINISTE IRANIENNE
TOUFAHN

ORGAN KIMITEU CENTRALISGO KOMUNISTEYI PARTI POLSKI
CZERWONY SZTANDAR

ORGAN KIMITEU CENTRALISGO KOMUNISTEYI PARTI POLSKI
CZERWONY SZTANDAR

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !

LA CRISE CAPITALISTE ET SES CONSEQUENCES POUR LES CLASSES OUVRIERES DE L'EUROPE DE L'OUEST

Contrairement à ce que prétendent certains, la crise économique et financière qui frappe sans exception tous les pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest n'est pas un phénomène passager ou localisé à tel ou tel pays. Elle est le produit de la crise du système capitaliste et impérialiste mondial. Elle obéit à des lois propres aux contradictions internes même de ce système qui excluent toute solution durable à cette crise en dehors d'un renversement violent des bourgeoisies monopolistes au pouvoir et d'un changement radical de société.

Les meilleures preuves du caractère général, durable et profond de cette crise, ce sont les caractéristiques essentielles identiques qu'elle prend dans chacun des pays d'Europe de l'Ouest.

Dans tous ces pays le visage d'exploiteur féroce de la bourgeoisie apparaît de plus en plus nettement. Partout pour préserver ses profits elle a recourus aux restructurations industrielles et aux licenciements, au chômage partiel, partout l'inflation accélère la baisse du pouvoir d'achat des masses populaires, partout la répression syndicale et politique se renforce pour tenter d'enrayer l'essor des mouvements grévistes et révolutionnaires de masse.

LE CHOMAGE PREMIER FLEAU POUR LES PEUPLES EUROPEENS

Malgré les promesses répétées sur la relance économique dans chaque pays, le chômage ne cesse de se développer, accablant une partie toujours plus grande des masses à une véritable misère. La fermeture de nombreuses entreprises (petites et moyennes), la baisse de la production et le chômage partiel ont pour résultat que le chômage est à l'heure actuelle au plus haut sommet dans tous ces pays depuis la deuxième guerre mondiale. Partout les chiffres

officiels qui sont en dessous de la réalité confirment cependant cette vérité. En Grande-Bretagne on compte 1,6 millions de chômeurs complets et près de 400 000 chômeurs partiels, en Espagne c'est plus d'un million de chômeurs complets et 750 000 partiels, en Italie c'est une armée de 3 000 000 de chômeurs qui survit dans des conditions pénibles, en Belgique 400 000 chômeurs.

Pour tous ces pays c'est un accroissement de près de 50 % du nombre de chômeurs qui s'est effectué depuis la fin de 1974 !

Cette aggravation spectaculaire du chômage, qui existe toujours dans les pays capitalistes, impose au premier rang des luttes revendicatives des classes ouvrières ouest-européennes la lutte contre les licenciements, le chômage partiel, pour le droit au travail.

L'INFLATION ET LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT

Un autre phénomène commun à la crise capitaliste et qui a pour conséquence l'appauvrissement des masses populaires c'est l'inflation, la hausse des prix.

Même si on trouve toujours pire dans un pays voisin, la

tendance générale est la même. Si le Portugal détient le record européen avec 300 % d'inflation en deux ans (les prix des principales denrées y sont à peu près identiques à ceux pratiqués en France alors que les salaires moyens représentent le 1/3 des salaires moyens français correspondants) les autres ne sont pas en reste ; en Belgique le coût de la vie a augmenté officiellement de 10 % en 75 ce qui est à peu près le chiffre moyen pour des pays comme la France, l'Allemagne et l'Angleterre ; tandis qu'en Espagne ou en Italie le taux d'inflation varie entre 20 et 30 %, et l'augmentation du coût de la vie entre 15 et 20 % !

Parallèlement à cette hausse générale des prix, les différents états ont mis en place des systèmes plus ou moins

camouflés de blocage des salaires ; en France par l'intermédiaire des accords dits « progrès », en Belgique et au Portugal au moyen de plans de « sobriété » ou d'« austerité » ; en Espagne un décret de novembre 1975 impose le blocage général des salaires à l'aide d'un indice officiel complètement truqué.

Ces quelques éléments prouvent la justesse de ce que les communistes marxistes-léninistes ne cessent de dire :

La crise est le fruit du régime capitaliste. Les réformes de structures, plans de relance, changements de gouvernement, et autres formules dans le cadre du régime en place ne sont que des illusions et tromperies ; pour qu'il n'y ait plus de crise la seule solution c'est de détruire le régime capitaliste, c'est la révolution.

Une tâche d'une grande importance L'UNITE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Les premières victimes de la crise dans tous les pays européens ce sont bien souvent les travailleurs immigrés. Ces derniers composent bien souvent une partie importante des classes ouvrières de France (20 %), d'Allemagne (20 %), de Suisse, de Belgique, d'Angleterre. En temps ordinaire, déjà soumis aux conditions de travail les plus pénibles et aux salaires les plus bas, les travailleurs immigrés sont les plus durement touchés. Pour eux c'est bien souvent l'expulsion, ou le retour forcé au pays d'origine en perdant tous les maigres droits de chômage ou de retraite qu'ils avaient pu acquérir par leur travail auparavant.

Dans le but de diviser la classe ouvrière, la propagande bourgeoise cherche à rendre les immigrés responsables du

chômage. De plus ces travailleurs privés de droits importants peuvent être renvoyés ou réintroduits dans le pays en fonction des besoins des pays capitalistes. Ainsi en Suisse, il n'y a officiellement que 31 000 chômeurs alors que 200 000 postes de travail ont été supprimés en un an ! Le renvoi de travailleurs immigrés chez eux permet ainsi aux capitalistes de faire payer une partie de la crise aux pays voisins. C'est par exemple l'Italie, l'Espagne, le Portugal qui ont vu ces derniers temps s'accroître le retour d'émigrés de France, d'Allemagne ou de Suisse.

Ceux qui volent le pain de l'ouvrier, ce ne sont pas les ouvriers étrangers, ce sont les patrons quelle que soit leur nationalité. Déjà en Suisse, en Allemagne, en Belgique, en

Un mouvement gréviste riche d'enseignements et d'espoir révolutionnaire

L'année 1975 et le début d'année 76 se sont signalés dans tous les pays européens par une extension sans précédent des grèves. C'est en priorité pour le maintien de l'emploi dans les secteurs les plus touchés (métallurgie et bâtiment dans presque tous les pays ouest européens) que des dizaines de millions de travailleurs sont entrés en lutte ces derniers mois.

DES POINTS COMMUNS ESSENTIELS

Sans rappeler ici, ce qui serait impossible, l'ensemble des grèves qui se sont déroulées nous nous efforcerons de mettre en évidence quelques-unes des caractéristiques les plus marquantes de ces mouvements.

Ce qu'il faut tout d'abord souligner c'est la mobilisation en profondeur de la classe ouvrière dans nombre de pays. Depuis les travailleurs de petites entreprises jusqu'aux ouvriers des grandes industries ou de branches entières les grèves n'épargnent aucun des secteurs de la production. Des petites unités de l'horlogerie ou de papier-carton en Suisse jusqu'aux actions nationales de la chimie en France et en Italie, de l'automobile en Espagne, de la machine-outils en Allemagne et en Italie, des

mineurs en Belgique et en Angleterre, des ouvriers du bâtiment au Portugal ou en France, on assiste à des mobilisations de masse jamais vues depuis longtemps. La durée des conflits ensuite est révélatrice de la haute combativité de la classe ouvrière. Les grèves qui durent plusieurs semaines, voire plusieurs mois sont les plus nombreuses. Les formes de lutte employées renouent avec les plus riches traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier, telles que l'occupation des usines ou chantiers, la séquestration de PDG ou de cadres répressifs témoignent de la détermination d'une partie toujours plus importante de la classe ouvrière. Nombre de ces grèves ont également échappé au contrôle et se sont opposées aux dirigeants syndicaux révisionnistes et réformistes. Ainsi en Belgique pour l'année 75, 82 % des grèves ont été qualifiées de « sauvages » parce qu'elles ont débuté ou se sont développées à l'initiative de la base et hors de la tutelle des directions syndicales.

LA VAGUE DE GREVES PREFIGURE DES LUTTES POLITIQUES REVOLUTIONNAIRES DE MASSE

Mais dans le cadre de ces actions revendicatives l'expérience politique des masses se développe et c'est la caractéristique essentielle que les marxistes-léninistes doivent considérer et étudier pour avancer dans l'édification prolétarienne de leurs jeunes partis et conduire les masses à la révolution.

L'expérience de la nature de classe de l'Etat.

Tout d'abord malgré l'ampleur des grèves, les succès re-

vendicatifs ne sont pas toujours acquis, ou lorsqu'ils le sont, ils sont rapidement remis en cause. L'exemple de Lip en France est la preuve même qu'une victoire revendicative n'est jamais définitive. Les travailleurs font ainsi l'expérience que seul le combat politique pour renverser le capitalisme et construire le socialisme peut conduire à une victoire durable sur les exploités. De plus les forces répressives de l'Etat sont amenées à aggraver de plus en plus fréquemment les grévistes.

C'est la multiplication des agressions de piquets de grève, des matraquages de manifestations, des assassinats de manifestants en Espagne, en France, en Italie, des inculpations et emprisonnements de militants syndicaux et révolutionnaires. Cela entraîne dans les mots d'ordre l'application d'objectifs politiques comme la lutte contre les lois d'exception ou le fascisme (en Espagne) la lutte de masse contre la justice bourgeoise et la répression de l'Etat capitaliste.

L'expérience du rôle dirigeant du prolétariat.

L'approfondissement de la crise, qui détermine l'entrée en lutte d'autres couches populaires comme les employés, les petits paysans ou les étudiants dans divers pays d'Europe, amène la classe ouvrière à rechercher l'unité d'action, l'alliance avec ces couches et à exercer de fait un rôle dirigeant pour l'essor et la convergence de toutes ces luttes anticapitalistes.

L'expérience politique spontanée ne suffit pas.

Dépendant au sein du mouvement ouvrier, des représentants du grand capital cherchent à encadrer les luttes

ouvrières dans une orientation politique contre-révolutionnaire qui ne vise qu'à maintenir le système d'exploitation et à installer au gouvernement des équipes de rechange. Ce sont les réformistes de tous poils et les révisionnistes qui cherchent à utiliser les grèves pour leur compte dans la rivalité qui les oppose aux gouvernements actuels. Partout leurs efforts consistent à greffer sur les mouvements revendicatifs des mots d'ordre politiques contraires aux intérêts du prolétariat. Comme solution à la crise ils proposent les nationalisations, dans le cadre du système bourgeois.

En Belgique le PC révisionniste a même qualifié de grande victoire la nationalisation en avril des ACEC. Mais les entreprises nationalisées appartiennent à l'Etat, et à qui appartient l'Etat sinon aux capitalistes ? En France et en Allemagne ils mènent campagne pour la défense du « patrimoine national », réclament l'arrêt des investissements à l'étranger ; mais qu'est ce que cela peut rapporter aux travailleurs si les bourgeois restent les possesseurs du « patrimoine national » et des capitaux ?

En Italie ils cherchent à entraîner les syndicats dans la voie de la cogestion du capital par le contrôle des investissements. Partout ils proposent comme solution l'arrivée au gouvernement d'un « compromis historique », d'une « union de la gauche » ou d'une « éunte démocratique » sans renversement du système capitaliste.

Ce sont ces orientations politiques trompeuses et réactionnaires qu'il faut combattre en premier lieu et sans relâche au sein des mouvements de masse en plein essor pour arracher la classe ouvrière à leur influence et frayer ainsi la voie de la seule solution à la crise, la révolution prolétarienne.

LES CLASSES OUVRIERES DU MONDE CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

Les tentacules d'ITT

La Compagnie américaine «The international Telephone and Telegraph Corporation», plus universellement connue sous le nom de ITT, a été fondée en 1920. Avant et pendant la dernière guerre mondiale, elle avait entretenu, comme nombre de monopoles américains, les relations les plus étroites avec Hitler. Les industriels des USA estimaient en effet que Hitler et Mussolini étaient «bons pour les affaires». ITT alla même jusqu'à aider les nazis à bâtir leur machine de guerre en étendant ses activités habituelles aux fabrications d'armement.

Après la guerre, le trust connut un nouvel essor et s'implanta dans nombre de pays, en Europe et dans le tiers monde. A l'époque, 82 % de ses profits provenaient de l'étranger.

ITT, comme ses pareilles, les autres sociétés transnationales, ne se contente pas de vendre ses produits dans le monde entier, mais les fabrique également dans chaque pays. Ces pieuvres géantes sont perpétuellement en quête des régions les moins chères et les mieux adaptées à la fabrication de chacun de leur produit. C'est de l'exploitation forcée des classes ouvrières du monde que naissent leurs profits colossaux. C'est ainsi que les transistors manufacturés à Hong Kong sont vendus en Europe au profit d'actionnaires américains.

Les classes ouvrières des pays européens, hautement spécialisées, attirent les investissements qui sont fortement rentabilisés. 200 000 personnes en Europe s'usent au travail pour que s'arrondissent le portefeuille des actionnaires d'ITT. Pas seulement pour la fabrication des téléphones, activité initiale d'ITT, mais dans tous les secteurs les plus divers que la pieuvre a absorbés. Citons, pour la France, des entreprises de télévision (Océanic et Sonolor), des contacteurs et pièces détachées pour l'électronique (Jean Renaud), des produits surgelés (Grokko), des écoles de commerce (Pigier), des chaînes d'hôtels (Sheraton), etc.

L'exploitation des ouvriers du trust — dispersés dans 27

pays du monde — est particulièrement brutale. En avril 71, par exemple, les 10 000 travailleurs d'ITT de Madrid se mettent en grève pour réclamer une augmentation de 22 dollars par mois. Aussitôt la direction appelle la police et fait appréhender les responsables ouvriers. Revendications et arrêts de travail redoublent. Un millier d'ouvriers sont licenciés et nombre d'autres arrêtés. Seules les manifestations ouvrières qui se déroulent à la fois en Espagne et aux USA ont réussi à faire reculer ITT.

«Partout au service des hommes et des nations» c'est la devise effrontée d'ITT. Elle est cyniquement éclairée par un rapport du PDG de l'entreprise se vantant qu'ITT «avait, en son temps, affronté et déjoué tous les stratagèmes mis en œuvre par les gouvernements des autres pays pour encourager leurs propres industries et mettre des bâtons dans les roues aux entreprises étrangères».

Les événements du Chili où l'intervention d'ITT en étroite collusion avec la CIA a été définitivement prouvée, témoignent assez de la nature des complots ourdis par les transnationales contre les classes ouvrières et les peuples du monde. Au Chili ITT exploitait 60 000 personnes et la valeur de ses actifs repré-

sentait 150 millions de dollars. Après être intervenu en coulisse pour empêcher l'élection d'Allende, ITT a offert au gouvernement américain 1 million de dollars pour créer le chaos économique dans le pays et entraîner la chute du gouvernement. Déjà à la tribune des Nations unies en 1972, le président chilien avait lancé cette accusation dont l'avenir devait révéler tragiquement le bien-fondé : «ITT a poussé ses tentacules dans mon pays, se proposant de régenter notre vie politique. J'accuse ITT d'avoir voulu fomenter chez nous la guerre civile !»



Implantation d'ITT en France (sauf la région parisienne).

Les luttes de la classe ouvrière soviétique

La revue théorique du Parti communiste de Suède (SKP) «Marxistiskt Forum» a publié récemment un certain nombre d'informations intéressantes sur les luttes de la classe ouvrière soviétique. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits.

Un des traits les plus frappants du schéma des grèves en URSS est leur tendance à se produire dans la périphérie du pays, c'est-à-dire dans des régions loin de Moscou-Leningrad. Deuxième trait : ces grèves de la périphérie tendent à être de plus en plus violentes.

Le nombre important des grèves dans la périphérie s'ex-

plique par trois raisons : la plus importante est sans doute que les régions les plus éloignées sont aussi les plus démunies. De plus, elles ne sont pas aussi faciles à pénétrer pour la police secrète, en particulier les républiques non-russes. Enfin le régime social-fasciste s'inquiète moins de ces luttes que de celles qui se produisent dans de grands centres, comme Moscou et Leningrad, qui sont beaucoup plus difficiles à cacher et à réprimer.

En 1964, dans plusieurs usines de Kiev, des tracts clandestins appelant à la grève furent distribués quelques jours avant le 1er Mai. Ils contenaient les mots d'ordre suivants : «Pour le peuple de l'Union soviétique !», «Le parti a dégénéré», «Le pouvoir au peuple soviétique !»

Depuis la chute de Khrouchchev, la majeure partie des luttes se sont déclenchées sur trois axes :

- bas salaires, en particulier lors de réduction soudaine de primes ou de salaires en raison de normes de travail modifiées ;

- la pénurie de produits alimentaires et de consommation et le logement défectueux ;

- la répression des minorités nationales.

Vers la fin de l'année 1969 et au début de l'année 1970, se produisit une augmentation considérable du nombre des grèves, et aujourd'hui, malgré les faibles informations qui filtrent, il continue de s'en produire régulièrement.

Les luttes les plus importantes pendant cette période sont apparues à Dnepropetro-

vorsk et Dneprodzerzhinsk, dans la région de l'industrie lourde, au sud de l'Ukraine.

En septembre 72, des milliers d'ouvriers se mirent en grève revendiquant des augmentations de salaire et une amélioration générale du niveau de vie. Ces grèves affectèrent plusieurs usines et furent réprimées au prix de plusieurs morts et blessés.

Mais, un mois plus tard, en octobre 1972, des émeutes se déclenchèrent à nouveau dans la même ville. Les revendications : meilleur approvisionnement, conditions de vie améliorées et le droit de choisir son travail sans aucune contrainte.

Parmi les grèves salariales connues depuis 1969 :

- en mai 1972, grève de l'usine de machine à Kiev ;

- en février 1973, grève de Vitebsk, dans la plus grande usine de la ville. Elle fit suite à une réduction de 20 % de salaires, résultant de l'introduction de nouvelles normes de travail pour les ouvriers spécialisés. La grève dura 2 jours, jusqu'à ce que le KGB ordonne au directeur de l'usine de rétablir les salaires. Apparemment le KGB essaya de retrouver les auteurs de la grève mais il échoua ;

- en 1971, à Kopeisk, à Tjeljabinsk dans l'usine de Kirov. Dans cette usine, la plus grande dans le domaine de l'équipement, le KGB aurait arrêté les organisateurs de la grève ;

- en 1969, dans une grande usine de caoutchouc, dans la région de Sverdlovsk, une grève est déclenchée après une réduction du salaire de 25 %, résultant de l'introduction de la semaine de 5 jours. La situation fut aggravée par la pénurie de la viande et des produits laitiers, obligeant les consommateurs à faire la queue pendant 4-5 heures (à

plusieurs reprises des travailleuses de l'industrie d'armement notamment, ont quitté leur usine en annonçant qu'elles allaient acheter de la viande et qu'elles ne reprendraient le travail que lorsqu'elles en auraient trouvé suffisamment).

A la même époque à peu près les ouvriers de Sverdlovsk se mirent en grève en soulignant la revendication menaçante d'un rationnement alimentaire pour au moins garantir une distribution égale à tout le monde.

L'exemple le plus connu d'une grève sur la question du logement eut lieu dans l'agglomération ouvrière de la cen-

trale thermique de Kiev. Regroupant sur une base géographique tous ceux qui vivaient dans la zone, elle fit preuve d'un haut degré d'organisation.

pendant l'hiver 1973, un grand nombre d'arrêts de travail sur les chantiers de construction furent rapportés à Moscou et Leningrad.

Toutes ces grèves sont relativement anciennes. Mais le fait que l'énorme appareil de répression soviétique, police, milice, KGB, ait été récemment encore considérablement renforcé témoigne que la lutte du prolétariat soviétique loin de se laisser étouffer est actuellement en plein essor.

L'URSS, un pillard féroce

Partout dans le monde, le social-impérialisme russe cherche à s'infiltrer sous prétexte d'internationalisme prolétarien ou d'aide désintéressées au tiers monde.

Entre les prix des matières premières qu'il achète aux pays en voie de développement et ceux des produits manufacturés qu'il leur vend, la différence est maintenant 8 fois plus importante qu'il y a 20 ans. 20 % du caoutchouc malaisien est pillé par eux. Pour une tonne de caoutchouc, la Malaisie recevait autrefois 6 tonnes de papier. Elle en reçoit aujourd'hui deux fois moins. Les produits que les Soviétiques vendent au tiers monde sont en moyenne 25 % plus chers que ceux qu'ils vendent aux pays développés. Sur une tonne de fonte exportée en Egypte, l'URSS gagnait plus de 55 roubles. La même tonne exportée en RFA lui rapporte environ 26 roubles. Les capitaux qu'elle exporte pour investir — 2 mil-

liards de dollars en Afrique, 150 millions de dollars au Brésil en 1969 — lui rapportent de substantiels profits... tirés de la sueur et du sang des classes ouvrières et des paysans du tiers monde.

Cela devient clair pour beaucoup, comme ce journal malaisien qui écrit : «C'est devenu une pratique courante et un principe immuable de l'URSS de venir tout d'abord en "amie", ensuite d'engager le pays dans une "alliance" et enfin de le transformer en esclave et en colonie.»



Foyers Sonacotra en grève

Mardi matin à Europe 1 Claudius Petit PDG de la Sonacotra, répondait aux questions des journalistes. Pour justifier les loyers élevés exigés dans les foyers Sonacotra (270 F pour une chambre de 6 m2 !)

Les dirigeants du PCF participent activement à la surexploitation des ouvriers immigrés

Il en est de même pour les impôts locaux que payent également les immigrés, souvent au prix fort car les foyers sont situés dans les zones «résidentielles».

Ceci n'empêche pas les meilleurs membres du PCF de plaider comme leurs compères bourgeois de droite qu'il y a trop de travailleurs immigrés dans leur ville, que cela coûte cher et que c'est une source de conflit avec les travailleurs français !

quoi le PCI s'acharne tant pour isoler, diviser et étouffer l'action des grévistes des foyers Sonacotra. Des responsables du PCF ont donné des noms à la police comme à Champigny pour expulser des délégués du territoire, ont tenté de négocier par-dessus la tête du comité de coordination, ont essayé de mettre en place des délégués fantoches en accord avec la Sonacotra.

BOURGEOIS DE DROITE OU DE «GAUCHE» EXPLOITEURS

Mais ce que n'a pas dit ce bourgeois raciste c'est d'où vient l'argent qui sert à financer l'achat de terrain et la construction pour les foyers Sonacotra. En dehors des loyers excessifs encaissés, c'est le FAS (Fonds d'aide sociale) qui subventionne la société Sonacotra.

CE N'EST PAS TOUT

Mais revenons au FAS. Pour l'acquisition des terrains destinés à la Sonacotra d'autres opérations financières louches sont effectuées avec l'argent des immigrés. Pour acheter un terrain les «Domaines» (dépendant de l'Etat) fixent un prix. Le vendeur en fixe un bien supérieur, c'est alors à la Direction départementale de l'Équipement concerné (avec une commission composée de fonctionnaires et d'architectes entre autres) de déterminer le prix définitif qui est généralement celui donné par les «Domaines».

ALERTE REPRESSION POLICIERE MOBILISATION



Paris-Est. Seulement voilà, les trois architectes Lanna, Braslawski, Le Goas, membres ou sympathisants du PCF, auteurs de ces plans, ont tout simplement refusé de les communiquer à la commission technique de soutien à la grève des foyers !

MARCAIS-SEGUY-PONIATOWSKI COMPLICES

Dans ces conditions on comprend mieux aussi pour-

Ecoles normales

«Nous refusons de passer le CFEN»

LES FUTURS INSTITUTEURS PARTENT EN GUERRE CONTRE LA SELECTION

La sélection dans l'enseignement, en faveur des rejetons de la bourgeoisie et au détriment des fils et filles du peuple, n'est pas une chose que la bourgeoisie met en œuvre seulement dans les facultés, ou seulement dans les lycées... Partout, dans quelque branche que ce soit et à quelque niveau que ce

soit, la sélection bourgeoise sévit. Et les écoles normales n'échappent pas à la règle. C'est pourquoi la lutte s'y développe également. Déjà une coordination nationale des écoles normales de France s'est tenue le 24 avril. A Montpellier, Nîmes, Carcassonne, Quimper, Bourg-en-Bresse, Clermont-Ferrand, Chaumont, Melun, Amiens, Epinal, St-Etienne, Chateauroux, etc., et dans la région parisienne à Etiolles, Auteuil, Livry-Gargan, St-Germain, à l'école des Batignolles à Paris, normaliens et normaliennes se mobilisent pour l'action.

Plus précisément, concernant le CFEN, l'assemblée générale de Montpellier s'est prononcée à l'unanimité pour que tout le monde sans exception obtienne le CFEN. Sur le plan des moyens d'action, il a été décidé de boycotter les épreuves, de tout faire pour que ce boycott soit national, et de susciter le soutien des professeurs sur ces positions.

Dans les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, les élèves doivent passer à la fin de leur 2e année de formation professionnelle un examen, le Certificat de fin d'études normales (CFEN). Depuis quelques années, ce certificat, qui n'était qu'une simple formalité, s'est transformé en une véritable barrière sélective où normaliens et normaliennes sont de plus en plus nombreux à échouer. Or, lorsqu'il échoue au CFEN, un élève-instituteur voit invariablement sa titularisation retardée d'un an, puisqu'il lui faut repasser l'examen l'année suivante.

normales de France qui s'est tenue à Dijon le 24 avril.

Dans les écoles de la région parisienne, les élèves et les stagiaires ont débrayé le 15 avril afin de manifester aux côtés des étudiants et des lycéens.

C'est ainsi notamment qu'une centaine d'élèves de l'école normale d'Etiolles, dans l'Essonne, ont défilé pour s'opposer aux réformes Haby-Saïsson-Saunier-Seitè et pour protester contre leurs conditions de travail et la formation minable qu'on leur donne pour devenir instituteurs. Depuis lors, les écoles normales de la région parisienne ont également mis sur pied une coordination régionale afin de donner une ampleur décisive aux luttes qui se préparent.

Plus précisément, concernant le CFEN, l'assemblée générale de Montpellier s'est prononcée à l'unanimité pour que tout le monde sans exception obtienne le CFEN. Sur le plan des moyens d'action, il a été décidé de boycotter les épreuves, de tout faire pour que ce boycott soit national, et de susciter le soutien des professeurs sur ces positions. Concernant l'attribution des postes à la sortie de l'école normale, l'assemblée générale a déclaré : «Nous exigeons un poste primaire ou maternelle pour chaque normalien sortant, sans pour cela léser aucune autre catégorie (suppléants, etc.). Cela implique donc une création de postes.»

A l'école normale d'institutrices de Clermont-Ferrand Succès des élèves après 6 mois de mobilisation

Cette situation provoque la révolte de tous les élèves. Aujourd'hui leur mécontentement est si fort dans toutes les écoles normales de France qu'un peu partout commencent à s'engager des luttes contre la sélection, pour la délivrance automatique, à tous les élèves, du CFEN et pour l'attribution de postes primaires dès la sortie de l'école normale.

Engagées depuis six mois dans la lutte pour obtenir le moyen de contrôler le contenu de leur formation, pour le choix libre des sujets et des méthodes de travail, pour le contrôle collectif sur la notation, et pour que les internes soient libres de sortir, les élèves institutrices de l'École normale de Clermont-Ferrand viennent d'obtenir satisfaction sur toutes ces revendications.

Le directeur de l'école, démocrate en paroles, et membre du PCF, refusait à toute force de donner satisfaction à celles qu'il appelait ses «petites élèves inéduquées». En janvier dernier il affirmait encore : «Je suis pour le dialogue avec vous mais il n'est pas question pour l'instant de changer les décisions du corps professionnel. Finalement, il a dû céder.

C'est ainsi qu'à Montpellier, début avril, des assemblées générales se sont tenues dans les différentes écoles normales. Les élèves qui sont en seconde année de forma-

tion professionnelle y ont décidé de leur grande majorité de refuser de passer les épreuves du CFEN. Par la suite, réunis en assemblée générale centrale, les normaliens et normaliennes de la ville ont commencé à étudier quelles pourraient être les formes de lutte mises en œuvre : grève des cours, occupation des locaux, etc. Les assemblées ont souligné par ailleurs que pour aboutir la lutte doit immédiatement prendre un caractère national, et qu'elle doit être coordonnée entre les différentes écoles de façon réellement démocratique au niveau national mais aussi au niveau régional. A cet effet les élèves ont prévu des rencontres avec les élèves de Nîmes et de Carcassonne, et ont pris l'initiative de convoquer une coordination des écoles

Cinéma

LE SOUPÇON

de Franco Masseli

L'Humanité, Le Monde, Télérama, etc. saluent ce nouveau film comme un «chef-d'œuvre du cinéma politique». Un film policier à la mode rétro.

fait des plongées, des travellings, des coups de zoom, tantôt pour faire croire que le héros est épié, tantôt pour suivre son regard super-inquiet. Pour compléter ces gros effets de «suspense», l'auteur accompagne le tout d'une musique énervante.

Staline au secours de Mussolini. Toutes ces formes du cinéma, bourgeois à la mode servent un projet politique bien actuel. Pour l'auteur, qui est militant du Parti communiste italien, il s'agit de discréditer le passé de son parti pour embellir le présent. Partout les partis révisionnistes réécrivent l'histoire à leur façon pour cacher leur trahison : c'est ce qu'ils appellent la critique de la «déviation stalinienne».



Un film qui développe une conception policière de l'histoire.

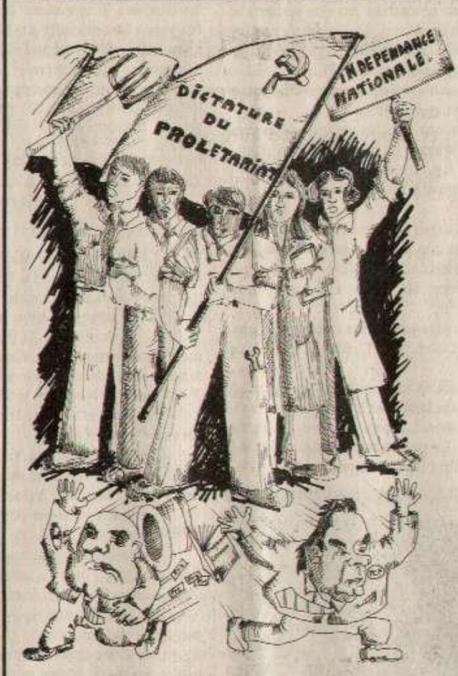
Comité central, pour une mission en Italie fasciste : il est envoyé faire le flic contre les camarades de Turin. Le Comité central, qui ne fait rien d'autre que de soupçonner tout le monde, manipule le héros à son insu et s'en sert comme appât dans la chasse aux traîtres. Bien entendu, les manipulations machiavéliques du Comité central font le jeu de la police fasciste, et aboutiront à l'arrestation de tous les personnages positifs.

Ce film policier est au service d'une conception policière de l'histoire : le héros est pris entre deux polices rivales, celle des communistes et celle des fascistes. On voit des machinations policières, mais rien sur la lutte du peuple italien contre le fascisme.

A la place de l'analyse historique nécessaire pour traiter un sujet de ce genre, on nous montre un festival de la mode rétro : coupés Bugatti, passantes en tailleur mauve, et partout des affiches d'époque, une véritable exposition ! Comme toujours dans le cinéma rétro, l'auteur utilise des images aux couleurs passées, gris-bleu, sépia, sur fond de violons nostalgiques.

Ici, le héros du film est le porte-parole de Togliatti, le père du révisionnisme italien. Il lutte contre les «stalinien», qui semblent avoir la folie du soupçon, et conduisent le parti à la ruine, et être responsables de la victoire du fascisme. Maselli déclare : «Le PCI a été détruit, avant la guerre, en France, par un dirigeant venu de Moscou, pendant l'absence de Togliatti, qui se trouvait en Espagne» (conférence de presse le 14 avril 76). En fait, dès le générique du film, Maselli s'en prend à l'Internationale communiste : c'est elle, et, à travers elle, Staline, qui sont responsables de tous les revers du mouvement communiste pendant cette période.

En fin de compte, le héros de Maselli, favorable à l'alliance avec la social-démocratie, devient un précurseur de la politique d'alliance sans principe mise en œuvre par les partis révisionnistes européens, notamment le PCI et le PCF. Et pour achever de le rendre «sympathique», Maselli souligne qu'il a été écarté du PCI pour sympathie avec les trotskystes... Eux aussi, c'étaient des précurseurs incompris, n'est-ce pas ?



LISEZ LA PRESSE DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE

PROLETARIAT

Revue théorique et politique marxiste, léniniste et de la pensée-Maotsetoung



Vu par William et Eniji LES LUTTES A L'HEURE DU 1er MAI



LE 1er MAI A ROSTRENEN (Centre Bretagne)

L'Union locale CFDT de Rostrenen organise sous le signe du soutien aux luttes des travailleurs, un FEST-DEIZ, le 1er mai, fête des travailleurs, au foyer rural de St-Nicolas-du-Peleu, à partir de 14 heures.

Participeront à ce Fest-Deiz les sonneurs : Corbel et Guillou, les frères Clech, les frères Dion, Dupuis.

Les chanteurs : les frères Flageul, Quemener-Marchand, Caro-Dubois, Annie et Thérèse et de nombreux autres chanteurs et sonneurs.

Pendant ce Fest-Deiz, il y aura possibilité de discuter avec des travailleurs en lutte, notamment ceux de la Chaillotte de Corlay, de s'informer sur les autres luttes des ouvriers et des lycéens de la région en consultant les panneaux confectionnés à cet effet. Un stand sera à la disposition de tous, tandis que des films seront projetés pendant le Fest-Deiz. Celui sur la lutte des abattoirs Doux de Pédernec-Plouray, sur les ALC de Hémec, sur les Kaolins, sur la lutte de Gerisay, etc. L'Union locale CFDT appelle tous les travailleurs, lycéens, étudiants, paysans, à assister par leur présence au succès de cette manifestation de masse, qui doit être un pas important pour la victoire de nos luttes à venir.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE

LE SOUFFLE

LES PAYS DE DICTATURE DU PROLETARIAT VONT DE L'AVANT

Les pays authentiquement socialistes, les pays de dictature du prolétariat, notamment la République populaire d'Albanie et la République populaire de Chine, constituent un point d'appui sûr pour la classe ouvrière et les masses opprimées du monde entier. Chaque victoire politique, économique, culturelle, remportée par les ouvriers et les paysans de ces pays sous la direction de leurs partis marxistes-léninistes constitue un apport aux intérêts révolutionnaires du prolétariat mondial. C'est pourquoi il est normal qu'en ce 1er mai 1976, journée où, selon les mots d'Ho Chi Minh, la classe ouvrière passe ses forces en revue, nous tournions nos regards vers les peuples frères de ces pays.

Pourtant comme il est difficile de procéder à un tour d'horizon complet des victoires multiples remportées sur tous les fronts, nous n'abordons ici qu'un aspect significatif de ce que veut dire le renforcement de la dictature du prolétariat.

En ce qui concerne la Chine, nous avons choisi de montrer ce qu'est la lutte pour une conception révolutionnaire de l'enseignement : pourquoi ? Parce que c'est notamment dans ce domaine que se sont manifestées les conceptions révisionnistes bourgeoises, de Liou Chao-chi à Teng Siao-ping.

C'est normal : puisque pour restaurer son pouvoir perdu la bourgeoisie a besoin de préparer le terrain idéologiquement, c'est d'abord dans la conception de l'enseignement et de son rôle qu'elle se démasque.

Voici un petit exemple concret qui doit permettre de comprendre la lutte entre deux voies en matière d'enseignement.

Se considérant comme l'école d'ingénieurs d'avant-garde de la Chine, l'ancienne université Tsinghoua pensait, pour donner un exemple, que son département d'architecture devait former des « architectes de qualité ». Le système révisionniste d'éducation

ainsi apprendre quantité de choses, des ouvriers et par leur propre expérience, qu'ils n'auraient jamais trouvées dans un livre.

Cependant, l'application des réformes dans l'enseignement n'est pas facile. Il y a deux ans, par exemple, une controverse enflammée surgit dans la faculté d'architecture. Certains professeurs soutenaient que l'on devait avant tout former des « étudiants de haut niveau », capables de concevoir des structures de pointe, de grand style. C'est la même chose, disaient-ils, que de préparer un « banquet », considérant les constructions ordinaires comme simples « galettes ». Si on sait préparer un banquet, aucun problème pour les galettes.

Hao Kouo-chou, un professeur-ouvrier qui travailla vingt ans dans le bâtiment, se rendit compte tout de suite que cette proposition était un véritable retour en arrière et rejoignait les vieilles conceptions d'enseignement. Sur sa proposition,

Voici quelques témoignages d'ouvriers et de paysans.

Un vétéran de Cerovoda (région montagneuse de Skrapari) exprime en toute simplicité, dans une lettre adressée au journal « Zeri i popullit », la grande joie que lui procurent les justes mesures adoptées par le parti et le gouvernement pour améliorer de façon continue le bien-être de la population. Il indique :

ALBANIE TÉMOIGNAGES D'OUVRIERS ET PAYSANS

Récemment le Comité central du Parti du Travail d'Albanie et le Conseil des ministres de la République populaire d'Albanie ont décidé une réduction des hauts salaires, des améliorations dans le système des salaires des travailleurs et sur la réduction des différences entre la campagne et la ville.

Cette décision a suscité une très large approbation enthousiaste parmi les ouvriers et les paysans et a renforcé encore la confiance du peuple dans la direction du parti et du camarade Enver Hoxha. Les dépêches d'agences rapportent qu'actuellement dans les réunions de travailleurs on parle beaucoup de l'importance de ces mesures ainsi que des victoires obtenues dans la production.

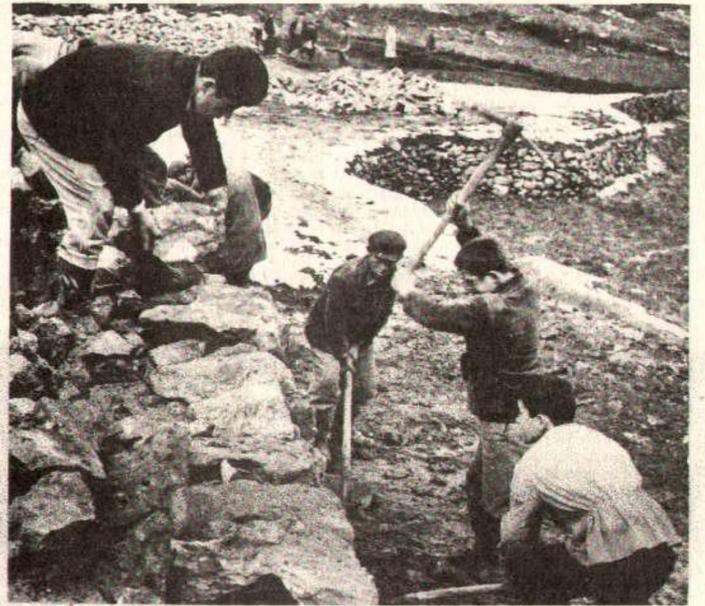
« On a réduit fort justement les quelques salaires qui s'élevaient au-dessus de 900 leks, mais cela n'a nullement touché au bien-être et au niveau de vie, au contraire on a élevé « le salaire » de tout le peuple et ce d'autant plus quand on sait que chez nous l'instruction et les services de la santé sont gratuits, que les loyers sont très bas, qu'on ne paye pas d'impôts et que loin de hausser les prix on les baisse.

« C'est pourquoi je pense qu'on ne touche pas à leur niveau de vie. Mais alors à quoi touchez-vous ? Moi je pense qu'en faisant cela on touche en effet à quelque chose et que ce quelque chose est le révisionnisme à qui on barre la voie chez nous. Il ne saurait nous approcher. Il ne peut pas nous enlever nos fils et nos filles pour les engager dans son armée. Le révisionnisme ne peut rien contre nos fils et nos filles à qui, en vertu de leur travail et de leur labeur

nous avons donné des responsabilités et des traitements supérieurs à 900 leks parce qu'ils savent se protéger et frapper le révisionnisme quelle que soit la forme sous laquelle il se présente, soit sous la forme d'un luxe excessif ou autre, parce qu'ils ont un parti qui sait se préserver lui-même et qui préserve aussi les autres afin qu'ils soient toujours purs, un parti qui leur apprend à aimer une vie heureuse et prospère, mais une vie simple, simple comme est notre peuple. Vive le parti et Enver », conclut le vétéran Aslan Osoja.

Les jeunes gens et les jeunes filles du village rural de Shishtavec du district de Kukesi se sont ainsi exprimés entre autres :

« Nos Alpes ont été toujours belles, mais avec du travail nous les embellissons et enrichissons davantage. Sans doute, les nouvelles mesures du Comité central du parti et du Conseil des ministres accéléreront ce processus de développement. Là, le vers "Oh, qu'il est joli le troupeau, oh, que de joie il nous donne" sonne avec douceur et il nous augmente l'attachement pour le troupeau, ou à part des moutons de la race (rude), nous nous occupons avec un grand soin aussi des vaches de race afin que dans ces montagnes on puisse produire plus de viande, de lait et de laine. » Grâce aux nouvelles me-



Le peuple albanais mobilisé et enthousiaste pour la construction de la patrie socialiste.

sures, seront réduites davantage les différences entre la campagne et la ville. Par quoi pourrions-nous commencer — par l'éclairage électrique qui envahit de lumière nos Alpes, par toutes les maisons nouvelles, ou par l'hôpital, par la nouvelle école, par la maison de culture, par les magasins

pleins de marchandises, par le nouvel aqueduc, par les nouvelles habitudes socialistes, ou par le nouveau mode de vie dans nos familles. Ce sont les bienfaits du parti qui sont augmentés et renforcés davantage par la nouvelle décision. » Le parti a fait de nous, les fils et les filles des anciens

immigrés, des agriculteurs, des agronomes, des enseignants, des médecins, des officiers, de bons travailleurs et soldats, qui savent travailler, diriger, être vigilants et défendre nos victoires. Nous avons juré unanimement de faire de notre coopérative agricole un exemple dans tout le district.



Apprendre auprès du peuple pour mieux le servir.

alors en vigueur poussait beaucoup d'étudiants à dédaigner les constructions ordinaires faites en grand nombre, pour se consacrer à la recherche de nouvelles structures archi-modernes. Ils s'intéressaient à la conception des plans et méprisaient la construction elle-même ; s'attachaient à la théorie et non à la pratique. Certains diplômés, se préoccupant de leur renom et de leur gain personnel, ne pouvaient ni ne voulaient se mettre au service des besoins de la révolution et de l'édification socialistes.

Cette situation de fait a changé du tout au tout. Le programme d'enseignement de l'architecture, établi avec la participation des professeurs-ouvriers, pose comme principe de base que tout soit mis en œuvre pour aider les étudiants à devenir des travailleurs cultivés, ayant une conscience socialiste. Les études, qui durent maintenant trois ans, répondent au principe de la combinaison enseignement-production, prennent l'université comme petite salle de classe, la société comme vaste classe. Les étudiants apprennent en liant constamment la théorie à la pratique, en suivant un projet de construction du début à la fin. Sur le chantier, ils sont aussi bien ouvriers qu'architectes. Ils peuvent

professeurs et étudiants étudient à nouveau cette citation du président Mao : « Qui la littérature et l'art doivent-ils servir ? C'est là une question fondamentale, une question de principe. » On discutait passionnément et finalement on comprit que les étudiants devaient être capables, bien sûr, de concevoir des plans grands et complexes en vue de nécessités spéciales, mais qu'ils devaient aussi être à même de concevoir les constructions ordinaires dont les masses ont grandement besoin. La question fondamentale était de se mettre de tout cœur au service du peuple. Ils rejetèrent donc l'idée erronée de vouloir préparer seulement des « banquets » et de dédaigner les « galettes », ce qui revient en fait à la recherche du renom et du gain personnel.

A la fin de l'année dernière, 1 800 étudiants-ouvriers-paysans-soldats, la deuxième promotion depuis la Révolution culturelle, obtinrent leur diplôme. Leurs travaux de fin d'étude attestent de leur haute capacité professionnelle. Les demandes qu'ils ont faites d'aller travailler à la campagne, aux régions frontalières ou bien là où le Parti et le peuple ont besoin d'eux, montrent leur haut degré de conscience politique.

1936 : CE FUT AINSI.....

A l'occasion du 40e anniversaire du Front populaire, le PS et le PCF annoncent un grand battage publicitaire. Leur but : donner de 1936 une image contraire à la réalité. Ils voudraient qu'on ne retienne de 1936 que les élections ayant donné naissance au gouvernement Léon Blum. Et ils voudraient faire croire que ce sont ces élections qui ont permis les conquêtes ouvrières de l'époque.

Ils veulent falsifier l'Histoire pour les besoins de leur mauvaise cause. Ils veulent faire oublier que 1936 ce fut d'abord un formidable mouvement de masse, un des plus grands mouvements de grève qu'a menés la classe ouvrière de notre pays. A nous donc de rétablir les faits.

DES LE LENDEMAIN DES ÉLECTIONS...

Le 3 mai ont eu lieu les élections, Léon Blum engage aussitôt les maquignonnages pour constituer un gouvernement. Déjà il annonce la couleur en déclarant : « Donnons au pays l'IMPRESSIION du changement qu'il veut. »

Le 11 mai, les premières grèves éclatent. Plus tard, Blum dira : « Cette explosion sociale qui était venue frapper au visage mon gouvernement dès mon arrivée... »

Au Havre et à Toulouse ont lieu les premières occupations d'usines contre les licenciements de militants syndicaux.

Le 14 mai les ouvriers de l'usine Bloch à Courbevoie occupent l'usine pour une augmentation de salaire. La presse fait le silence.

Le 26 la grève éclate à l'usine Nieuport d'Issy-les-Moulineaux pour les quarante heures ; le même jour à l'usine Lavallette à Saint-Ouen, chez Hotchkiss à Levallois. Les usines sont occupées, les patrons cèdent vite. En divers endroits, les ouvriers passent à l'action.

Le 28 mai à 9 h 30 les trente-cinq mille ouvriers de chez Renault se mettent en grève et occupent l'usine. Aussitôt des dizaines d'autres usines suivent.

Le gouvernement « provisoire » de Sarraut envisage d'envoyer la police. Le patronat exige la reprise préalable du travail avant l'ouverture des négociations. La grève cesse dans certaines usines, Renault est évacué. Le patronat croit avoir gagné la partie. Le 31 mai il n'y a plus dix mille grévistes.



Manifestation de grévistes dans une ville du Nord (1936)(Cl. Keystone).

Mais le 2 juin, la grève prend une nouvelle ampleur. L'industrie chimique, le textile, l'alimentation, les transports sont touchés. Deux cents usines métallurgiques sont occupées. Des séquestrations de patrons ont lieu.

Le 4 juin, Blum s'installe au pouvoir. Les grèves s'éteignent toujours à travers la France entière.

BLUM ET LES GREVES

Aussitôt Blum lance un appel à la radio pour demander aux travailleurs en grève de lui faire confiance.

Il répond ainsi à la demande de Lebrun, président de la République qui déclarait : « Dites-leur que le parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni vous allez lui demander le vote rapide et sans délai des lois sociales. Ils vous croiront... et alors peut-être le mouvement s'arrêtera-t-il ? »

Salengro, ministre de l'Intérieur socialiste, déclare :

« Mon choix est fait : entre l'ordre et l'anarchie, je maintiendrai l'ordre envers et contre tous ». Le gouvernement Blum essaie de faire reprendre le travail par des promesses. Jules Moch se rend aux entrepôts de pétrole d'Ivry pour faire cesser la grève ; les ouvriers le renvoient d'où ils viennent. Les grèves s'étendent toujours. Les mineurs du Nord occupent les puits. Les grands magasins arrêtent le travail. Les cheminots, les gaziers, etc. menacent d'arrêter le travail.

Le 6 juin on compte cinq cent mille grévistes. Le patronat demande à Blum d'organiser une entrevue avec la CGT. Ce sera la rencontre de Matignon. Le patronat cède sur certains points.

LA GREVE CONTINUE

Le 9 juin, sept cents délégués des usines de Paris en grève se réunissent. Ils décident la poursuite de la grève jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites.

Les patrons refusent de nouvelles concessions.

Le 8 juin c'est la grève générale dans le bâtiment. Le même jour presque tous les grands magasins sont en grève, les assurances arrêtent le travail.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, c'est la grève générale. En France et en Afrique du Nord, deux millions de travailleurs sont en grève.

Le 9 les projets de loi sont déposés. Le 10 et le 11 les congés payés sont adoptés, les conventions collectives ; le 12 les quarante heures sont votées.

Le gouvernement Blum fait installer l'armée et les gardes mobiles dans les régions en grève.

Le journal réactionnaire « Le Temps » annonce avec soulagement que l'ordre « paraît retenu en ce moment l'attention du ministère et de son chef ».

Le 11 juin, lors des votes de l'Assemblée, l'économie est paralysée par les grèves.

Le 13 les usines de la métallurgie parisienne commencent à être évacuées. Vingt mille ouvriers de chez Renault manifestent.

Dans le Nord, le travail reprend à partir du 13. A Dunkerque, les grèves se poursuivent.

Le 25 juin il y a encore trente mille grévistes dans le Nord-Pas-de-Calais.

Le 12 juin à Lyon, vingt mille ouvriers sont en grève. Dans le bâtiment, le travail ne reprendra que le 29 juillet. A Marseille, le 18 juin des affrontements ont lieu sur la Canebière entre des grévistes et des fascistes.

Des manifestations de chômeurs ont lieu un peu partout en France.

On voit ainsi que c'est la lutte de centaines de milliers de travailleurs, la grève avec occupation des usines, s'étendant sur plus d'un mois, qui a contraint le patronat à céder et qui a permis d'arracher des revendications telles que les quarante heures ou les congés payés. Ce ne sont pas les élections mais la lutte des masses qui l'a permis. Or c'est là un fait que l'on essaie aujourd'hui de nous faire oublier. La bourgeoisie n'a cédé que devant la force et dès qu'elle l'a pu elle a repris ce qu'elle avait été contrainte de lâcher.

On sait aujourd'hui qu'à cette époque, Thorez était partisan de la participation des communistes au gouvernement Léon Blum. Mais il avait été alors combattu par l'Internationale communiste et mis en minorité au sein du bureau politique du PCF. Aujourd'hui, les dirigeants du PCF, devenu un parti bourgeois, déclarent ouvertement que Thorez avait raison et



Piquet de grève d'une usine occupée en 1936.

veulent présenter 1936 comme un précurseur du Programme commun.

LA CONTRE-ATTAQUE DE LA RÉACTION

Dès septembre 1936, le patronat crée le « Comité d'action et de prévoyance sociale » destiné à organiser la résistance des patrons.

Le 7 juillet, Salengro, ministre de l'Intérieur, déclarait au Sénat : « Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes étaient tentées, le gouvernement par tous les moyens appropriés, saurait y mettre fin. »

Le même Salengro, devant le Sénat déclarait : « Dans toute la France, on a compté 2 438 interventions de police, dont 1 382 dans la Seine ; 1 303 arrestations dont 810 pour Paris ; 491 dossiers, dont 196 dans la Seine, déferés au Parquet, 1 106 arrêtés d'expulsion ont été pris depuis les élections de mai, dont 467 depuis notre entrée au gouvernement. A l'occasion des grèves, MM. les préfets du Doubs, de l'Isère et de la Moselle ont pris 8 arrêtés d'expulsion. Dans la Seine, 14 étrangers ont arrêté l'attention de la Sûreté nationale ; 6 d'entre eux seront expulsés. »

Dans une circulaire aux préfets du 4 juillet, on peut lire : « La France entend rester fidèle à sa tradition de terre d'asile. Il ne serait pas cependant admissible que des étrangers puissent sur notre territoire prendre part de manière active aux discussions de politique intérieure et provoquer des troubles et du désordre. »

La bourgeoisie organise la hausse des prix qui rogne les augmentations de salaires.

Le 13 février 1937, Blum annonce la « pause », c'est-à-dire le blocage des salaires.

Rapidement, les quarante heures sont remises en cause.

Voilà qui montre que tant que subsiste le capitalisme, les revendications que les travailleurs réussissent à arracher par la lutte se trouvent remises en cause par la bourgeoisie dès qu'elle en a la possibilité. C'est là une autre leçon qu'il ne faudrait pas oublier.